

*Enquête rapide de la sécurité
alimentaire des ménages
affectés par la sécheresse*

République du Mali



Avril 2012

Données collectées en Décembre
2011



République du Mali

Enquête de sécurité alimentaire des ménages (EFSA)

Rapport préparé par Alassane Diarra et Mamadou Togola

Données collectées en décembre 2011

© Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)

ACI 2000, Bamako, Mali

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Pour plus d'informations, contacter:

Bureau de pays du PAM, Mali

- | | |
|---|------------------------------|
| - Nancy Walters, Représentante | nancy.walters@wfp.org |
| - Ely Salem Ould El Hadj, Directeur Adjoint | elysalem.ouldelhadj.@wfp.org |
| - Alassane Diarra, Chargé de Programme VAM | alassane.diarra@wfp.org |

Bureau Régional du PAM, Sénégal

- | | |
|---|----------------------------|
| - Naouar Labidi, Conseillère régionale VAM | naouar.labidi@wfp.org |
| - Cédric Charpentier, Evaluation sécurité alimentaire | cedric.charpentier@wfp.org |

Photo de première page de Mamadou Togola : Enfants prenant le petit déjeuner à Kontela (Kayes)

Remerciements

Le PAM remercie l'UNICEF, le CSA et toutes les structures et les personnes qui ont aidé à la réalisation de cette évaluation de la sécurité alimentaire du 12 au 31 décembre 2011. L'appui de la contre partie gouvernementale, des ONGs partenaires (Vision Mondiale, Africare, AFAR, AMPROD) ainsi que celui du bureau régional du PAM a été fondamental dans l'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages objet du présent rapport.

Les auteurs remercient les personnes qui ont apporté des commentaires précieux à l'amélioration du rapport ainsi que celles qui se sont investies dans la relecture des différentes versions du rapport.

Nancy Walters
Représentante du PAM

Sommaire

Résumé	4
I- CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ENQUETE.....	8
Contexte.....	8
Objectifs.....	8
II- METHODOLOGIE ET ECHANTILLONNAGE.....	9
Méthode et collecte des données.....	9
Echantillonnage.....	9
III- ANALYSE DES ZONES AFFECTEES.....	11
III.I- Zone 1. Sahel Occidental (Cercles de Kayes, Bafoulabé, Kita, Diéma, Nioro, Yélimané, Nara, Banamba, Kolokani)	11
La mauvaise pluviométrie en 2011, le choc déterminant	12
Plus de 80% des ménages agriculteurs n'ont rien récolté.....	12
Des stocks d'à peine deux à trois mois de consommation cette année.....	13
Des migrations en toutes saisons et inhabituellement plus élevées que d'habitude.....	14
Chefs de ménage sans éducation plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.....	14
Soudure animale précoce et plus sévère : perte de revenus pasteurs en 2012.....	15
Les revenus des ménages sous le choc de la conjoncture.....	16
Difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires pour les ménages.....	17
Les dépenses des ménages augmentent.....	18
Une consommation alimentaire pauvre au moment de l'enquête en décembre 2011.....	18
III.II- Zone 2. Delta (Cercles de Mopti, Djenné, Ténenkou, Youvarou, Bandiagara, Douentza, Tominian).....	20
Dynamique des espaces de production du Delta intérieur du fleuve Niger.....	20
Des conditions d'élevage et une soudure difficiles en 2012.....	20
Des perspectives de pêche moins bonnes.....	22
Vers une campagne agricole mauvaise et une contre saison compromise.....	22
Groupes vulnérables utilisateurs des ressources du Delta.....	24
Baisse des sources de revenus en perspective.....	25
Constats de migrations inhabituelles amorcées à travers la zone.....	26
Une consommation alimentaire proche de la normale au moment de l'enquête en décembre 2011 soutenue par les aliments de base.....	27
III.III. Zone 3. Zone lacustre (Cercles de Tombouctou, Diré, Goundam, Niafunké, Gourma Rharous).....	28
Des conditions d'élevage mauvaises et une transhumance précoce.....	29
Une consommation alimentaire pauvre et en voie de dégradation en décembre 2011.....	30
Des stratégies face aux difficiles perspectives de cette année.....	31
Migrations inhabituelles isolées mais changement de la consommation au moment de l'enquête.....	32
IV- NUTRITION : PERIMETRE BRACHIAL.....	33
Taux d'utilisation du savon chez les membres des ménages.....	34
V- CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	35
V.I- Conclusion.....	35
V.II- Recommandations.....	35
Politiques, moyens et initiatives du Gouvernement.....	37
Politiques, moyens et initiatives des autres intervenants.....	37
Coordination.....	37
Assistance du PAM.....	37
Planification des interventions d'urgence et mesures de sécurité.....	38
Dernière évolution de la situation politico-socio-économique.....	38

RESUME

Le Mali est un pays sahélien structurellement vulnérable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Le suivi du risque alimentaire au Mali révèle une situation d'insécurité alimentaire des ménages consécutive à la situation de la campagne agricole 2011/2012 caractérisée par des pluies erratiques inégalement dispersées dans le temps et dans l'espace qui ont affecté les récoltes et les pâturages dans plusieurs zones du pays.

C'est dans ce contexte d'instabilité agro-pastorale et économique et dans la perspective d'une meilleure compréhension de la situation alimentaire actuelle que le PAM a diligencé la présente enquête durant la période du 12 au 31 décembre 2011.

La situation la plus répandue est celle de ménages agricoles n'ayant rien récolté. Selon l'enquête, 60% des ménages n'ont rien récolté cette année. 80 à 100% des ménages de la Zone1 (Sahel occidental) rentrent dans cette tranche. Cette catégorie se situe entre 71 et 83% pour les cercles de Mopti et de Ténenkou (Zone2- Delta) et pour moins de 50% dans la Zone3 (Zone Lacustre).

Les cultures de contre saison ne bénéficieront pas d'une bonne inondation des terres cultivables. Elles ne pourraient pas être possibles dans les cercles de Douentza (et Gourma-Rharous (à 100%), Kayes et de Diré (75%) ; Nioro (70%) ; Ténenkou (67%); Mopti (57%) ; Kita, Tombouctou, Youvarou et Goundam (50%).

En moyenne la production agricole de cette année couvrira au plus 3 à 4 mois de besoins alors que habituellement la production céréalière permettait de couvrir 6 à 9 mois de besoins voire plus. Les stocks communautaires ne sont pas consistants cette année. Pendant l'enquête, ils étaient vides pour 43% des villages enquêtés et ne dépassaient guère une durée de consommation d'1 semaine pour également 43% des villages et 2 semaines pour 14%.

Les conditions du bétail tributaires des aléas climatiques ont été mauvaises d'une manière générale dans toutes les zones enquêtées. Les pâturages aériens et herbacés n'ont pas connu une bonne régénération entraînant ainsi des déficits significatifs de biomasse. Les points d'abreuvement des animaux qui n'ont pas fait le plein comme d'habitude seront soumis à un tarissement précoce. Tout ceci se traduira par une soudure animale précoce et difficile en 2012.

Les pertes d'animaux avaient déjà été enregistrées, les raisons les plus avancées sont l'absence des pâturages pour 37% des villages visités et les maladies pour 49% des villages visités.

Un déstockage précoce du cheptel (au Sahel Occidental notamment) a été constaté en décembre 2011. Aussi, au sortir de la crise pastorale de 2010 (Zones 2 et 3) et pour mieux anticiper sur les difficultés déjà perceptibles en 2011, les ménages de pasteurs et d'agropasteurs ont opté pour une taille réduite ou raisonnable de leur cheptel autour d'une dizaine de têtes d'ovins.

L'environnement défavorable du pays suite à l'échec de la campagne agro-pastorale détériore les revenus des ménages. 65% des ménages enquêtés déclarent avoir enregistré des pertes de revenus au cours des trois derniers mois contre 35% qui n'ont pas fait de perte. Les localités ayant subi les pertes sont principalement Nara, Tominian, Gourma Rharous, Tombouctou, Goundam, Diré, Niafunké et Ténenkou.

Pour 84% des ménages, il y eut des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires au cours des trois derniers mois. Ces difficultés ont été ressenties dans les cercles de la région de Kayes sauf Kita, des régions de Mopti et Tombouctou.

L'accès aux sources d'eau est susceptible de changements négatifs pour les ménages les mois à venir. Les raisons de ces changements de conditions moins bonnes sont le fait de tarissement des sources d'eau (33%) et des pannes des pompes de forage (33%).

Cette année, le paludisme reste la première maladie citée à 67%, toujours suivi des infections respiratoires à 17% et de la diarrhée à 14%. Ces deux dernières maladies ont vu leur taux de prévalence doublé pendant que celui du paludisme a baissé de 15 points.

Le 1^{er} type de choc est le déficit pluviométrique et/ou la sécheresse ayant affecté 70% des villages visités. Le **2^{ème} type de choc** est la hausse des prix des denrées alimentaires qui a été évoquée par 42% des villages.

POINT SAILLANTS – Zone 1. Sahel Occidental (Cercles de Kayes, Bafoulabé, Kita, Diéma, Nioro, Yélimané, Nara, Banamba, Kolokani)

- ✓ **Principaux chocs** sont la sécheresse pour une grande majorité des ménages mais aussi la hausse des prix des denrées alimentaires. Ces chocs amènent à une perte importante des revenus agricole pour une majorité des ménages de la zone (80%)
- ✓ **Soudure animale précoce et plus sévère** : les conditions d'abreuvement seront marquées cette année par un tarissement précoce des points d'eau de surface occasionnant des difficultés d'exploitations de certains pâturages qui demeurent pauvres dans l'ensemble.
- ✓ **Recours anticipé à l'aliment bétail** : signe que les pâturages ne sont pas adéquats pour la saison. Le phénomène est précocement observé à Yélimané, Bafoulabé, Kayes, Nioro et Diéma.
- ✓ **Perte des revenus pastoraux** menant à une transhumance et à une vente sur les marchés plus précoce (y compris les animaux de case). Avec le surnombre des animaux en mauvais état d'embonpoint qui seraient présentés à la vente, les prix connaîtront des baisses importantes détériorant ainsi le revenu des pasteurs et agro-pasteurs.
- ✓ **Perte des revenus liés la migration** : jusqu'à un tiers de perdu pour les ménages de Kayes
- ✓ Peu de stratégies de résilience affectant la consommation alimentaire sont mises en place sauf à Diéma et Yélimané où les **ménages ont commencé à altérer leur consommation** pour faire face aux conséquences de la sécheresse et de la hausse des prix
- ✓ La baisse des revenus cumulée au mauvais approvisionnement des marchés dans la zone explique **l'augmentation des dépenses alimentaires** des ménages
- ✓ Cette année, les **stocks couvrent seulement 1 à 3 mois** pour une majorité des ménages dans les cercles de Kayes, Bafoulabé, Yélimané, Kita, Banamba et Kolokani. Normalement la majorité des ménages disposent de stocks de plus de 10 mois.
- ✓ **Consommation alimentaire inadéquate** à Kita, Nioro, Bafoulabé et Kolokani

POINTS SAILLANTS - Zone 2. Delta (Cercles de Mopti, Djenné, Ténenkou, Youvarou, Bandiagara, Douentza, Tominian)

- ✓ **Principaux chocs** sont le manque de pluies et la faiblesse de la crue des cours d'eau engendrant ainsi pour les ménages des pertes de revenus agricole, pastoral et halieutique.
- ✓ **Contre saison compromise** : Elle entrainerait une baisse sensible des disponibilités auprès des ménages et un manque de revenus important pour la zone. Elle ne serait même pas possible pour une bonne partie des ménages des cercles de Mopti, Djenné et Youvarou.

- ✓ **Conditions du bétail mauvaises** : Des déficits significatifs de biomasse sont décelés dans les zones pastorales et agro-pastorales de la zone. Le recours à l'aliment bétail est précocement observé à Mopti, Djenné, Bandiagara et Youvarou.
- ✓ **Détérioration des conflits fonciers** dans la zone à prévoir dans la zone du fait du manque d'eau et de pâturages dans le Delta
- ✓ **Pertes conséquentes de revenus** liées à l'agriculture et à l'élevage pour une bonne partie des ménages enquêtés dans la zone
- ✓ **Stocks épuisés dès mars-avril** pour une portion importante des ménages à Tominian, Djenné, Youvarou et Douentza. Normalement les stocks couvrent pour la majorité des ménages plus de 10 mois.
- ✓ **Campagne de pêche mauvaise** : la lenteur et la faiblesse de la crue n'ont pas permis l'inondation des frayères pour une bonne reproduction du poisson. Les faibles captures traduisent d'importantes pertes de revenus pour les pêcheurs et toute la filière.
- ✓ Baisse des revenus et faibles stocks amènent à une **migration accrue vers les zones agricoles de travail et vers les centres urbains**. A Tominian, Mopti et Djenné, des familles entières migrent en décembre à la recherche de nourriture et travail
- ✓ **Consommation alimentaire avec des perspectives de détérioration** les mois à venir surtout dans les cercles de Mopti, Djenné, Douentza, Tominian et Youvarou.

POINTS SAILLANTS - Zone 3. Zone lacustre (Tombouctou, Diré, Goundam, Niafunké, Gourma Rharous)

- ✓ **Principaux chocs** par ordre d'importance : sécheresse, hausse des prix alimentaires et attaque des cultures
- ✓ **Transhumance précoce et migrations importantes du bétail** qui est en mauvaise conditions dès décembre : important recours aux aliments pour bétail
- ✓ **Effets récurrents de la crise pastorale de 2010** : la reconstitution partielle du cheptel au sortir de la crise pastorale de 2010 va davantage compromettre les stratégies de survie des pasteurs surtout démunis, majoritaires dans cette zone.
- ✓ **Migrations inhabituelles des ménages** dans toute la zone à la recherche de nourriture et de travail. Baisse des devises générées par les migrants et destinées à compléter les budgets familiaux et ceux des femmes restées sur place.
- ✓ **Consommation alimentaire acceptable** pour le moment sauf à Tombouctou où 14% des ménages interrogés ont une consommation pauvre
- ✓ Tous les ménages de la zone rapportent **un perte de revenus de la vente de produits agricoles et des pertes de revenus liés aux transferts d'argent** (surtout à Diré)
- ✓ **Importantes stratégies de résilience mises en place** ayant un impact conséquent sur la consommation alimentaire et le statut nutritionnel des plus vulnérables sur le long terme (diminution des quantités, endettement, journées entières sans manger)
- ✓ **Consommation alimentaire pauvre et moins diversifiée** pour la grande majorité des ménages.

Dans l'ensemble des zones enquêtées, une majorité de 68% (plus des 2/3 des villages) ont déclaré n'avoir pas bénéficié d'interventions extérieures durant les trois derniers mois précédant l'enquête.

Globalement, le score de consommation alimentaire révèle 7% de consommation pauvre et 12% de consommation limite soit un total de 19% des ménages en dessous du seuil normal de consommation donc en insécurité alimentaire au moment de l'enquête en décembre 2011.

En raison des troubles actuels, la situation socio-économique se dégradera davantage dans le pays et particulièrement dans les régions du Nord. L'insécurité alimentaire pourrait fort probablement s'amplifier dans les semaines à venir si des solutions politico-sécuritaires adéquates ne sont pas prises.

Le dépistage de la malnutrition avec périmètre brachial réalisé en décembre 2011 fait ressortir près d'un enfant sur 10 atteint de malnutrition aigue. Ce résultat en période post-récolte immédiate, qui s'approche des résultats observés en juillet (période de soudure) à travers l'enquête smart qui donnait un taux de MAG de 10,4%, peut indiquer une détérioration de la situation nutritionnelle pendant les mois à venir si aucune mesure d'atténuation n'est mise en place de manière précoce.

I- CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ENQUETE

Contexte

Le Mali est un pays sahélien structurellement vulnérable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Le suivi du risque alimentaire au Mali révèle une situation d'insécurité alimentaire des ménages résultant d'une forte corrélation entre les aléas climatiques tels les sécheresses, les ennemis des cultures, les inondations, les épizooties, etc. et le fonctionnement des marchés vivriers fortement tributaires des hausses régionales et internationales des prix.

La situation de la campagne agricole 2011/2012 vient confirmer cette tendance. Des pluies erratiques inégalement dispersées dans le temps et dans l'espace sont venues affecter les récoltes et pâturages dans plusieurs zones du pays. A cela s'est ajouté une augmentation importante et anormale pour la saison des prix sur les marchés et ce dès le mois d'octobre 2011. Ces deux chocs s'ajoutent aux difficultés structurelles déjà en place pour les ménages ruraux. Les moyens d'existence des ménages, l'accès à la nourriture et ce qui en découle (nutrition) sont donc compromis cette saison.

Objectifs de l'évaluation

C'est dans ce contexte d'instabilité agro-pastorale et économique et dans la perspective d'une meilleure compréhension de la situation alimentaire actuelle que le PAM a diligenté la présente enquête. Plus précisément, l'enquête tente :

1. D'estimer avec un degré de précision acceptable la prévalence et le nombre de ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée dans les zones les plus affectées par la crise
2. D'illustrer l'impact de la crise sur les moyens d'existence des ménages
3. D'analyser le comportement des marchés céréaliers et de bétail maliens et transfrontaliers, leur influence probable sur les stratégies de survie des ménages et leur aptitude à constituer un point d'appui pour les réponses aux difficultés liées à la crise.
4. De proposer des options d'intervention pour les différents partenaires opérant au Mali sur le court, moyen et long terme
5. Proposer des critères de ciblage des ménages en difficulté pour permettre une répartition efficace de l'aide d'urgence.

II- METHODOLOGIE ET ECHANTILLONNAGE

Méthodologie et Collecte des données

La méthodologie adoptée s'appuie sur deux démarches interactives : la **recherche d'information** d'une part par des enquêtes auprès de la population et de l'autre auprès des autorités villageoises/communales, de personnes ressources au niveau villageois/communal et des marchés; l'**interprétation** des données recueillies sur les plans qualitatif et quantitatif.

Deux types de questionnaires ont été élaborés pour collecter des données auprès des populations. L'étude s'est **déroulée** en quatre phases:

1^{ère} phase : Préparation de l'enquête

- Préparation des outils d'enquête (questionnaires) et élaboration de l'échantillonnage en novembre 2011.
- Collecte d'informations secondaires sur la sécurité alimentaire en 2012.
- Formation des superviseurs à Bamako sur les outils de collecte.
- Formation des enquêteurs sur les outils de collecte à Kayes et à Mopti.

2^{ème} phase : enquêtes de terrain

- Réalisation des enquêtes dans les villages des communes:
 - des cercles du Sahel occidental de Kayes et Koulikoro,
 - des cercles de la zone inondée du Delta et de la zone exondée de la région de Mopti, des 5 cercles de la région de Tombouctou et du cercle de Tominian (région de Ségou)

Il est à noter que les conditions d'insécurité civile n'ont pas permis le déroulement de l'enquête dans la région de Gao.

3^{ème} phase : exploitation des données¹

- Saisie des données et validation des informations recueillies pendant l'enquête.
- Synthèse des informations villages et ménages recueillies.
- Traitement statistique des données.
- Interprétation des résultats.

4^{ème} phase : approfondissement des thèmes clés

- Recherche et intégration d'informations auprès des services d'Etat et d'autres partenaires sur les thèmes choisis.
- Interprétation de ces informations.

Echantillonnage

Il est important de rappeler que l'opération concerne cinq régions du Mali affectées par le manque de pluies lors de la campagne 2010-2011 qui se répartissent principalement entre **6 régions²** :

- **Kayes, 6 cercles affectés** : Kayes, Yélimané, Nioro et Diéma (difficulté alimentaire), Bafoulabé et Kita (difficulté économique) ;
- **Mopti, 6 cercles affectés** : Mopti, Djenné, Ténenkou, et Youvarou (difficulté alimentaire), Bandiagara et Douentza (difficulté économique);

¹ Les données collectées ont été saisies par le SAP via le logiciel CSPRO en suivant le format et la chronologie des rubriques des deux questionnaires. Les données ont été ensuite transférées dans une version SPSS après épuration et correction avant la sortie des tableaux thématiques sous format Excel et le démarrage de l'analyse.

² D'après les études de terrain menées par le SAP et le PAM dès octobre 2011.

- **Koulikoro, 3 cercles affectés** : Banamba, Kolokani et Nara (difficulté économique) ;
- **Ségou, 1 cercle affecté** : Tominian (difficulté économique) ;
- **Tombouctou, 5 cercles affectés** : Niafunké (difficulté alimentaire), Diré, Goundam, Gourma-Rharous, Tombouctou et Niafunké (difficulté économique) ;

La méthode arrêtée est celle d'un échantillonnage stratifié. La définition des unités d'échantillonnage s'est faite à cinq niveaux :

- premier niveau constitué des zones affectées (en difficulté alimentaire et difficulté économique) ;
- deuxième niveau (à l'intérieur de chaque zone) : les unités d'échantillonnage sont les cercles (au nombre de 21) ;
- troisième niveau (à l'intérieur du "cercle") : les unités d'échantillonnage sont les communes (au nombre de 3 à 5 selon l'étendue ou l'importance de la difficulté)
- quatrième niveau (à l'intérieur la "commune") : les unités d'échantillonnage sont les villages (au nombre de 2) ;
- cinquième niveau (à l'intérieur du "village") : les unités d'échantillonnage sont les ménages (7), individus/focus-groupes.

Les différentes sécheresses (1973, 1984, 2005, 2010, 2012) suivies d'une série d'années déficitaires dans les régions sahéliennes du Mali ont mis en évidence des crises latentes dans l'organisation de l'espace et des systèmes de production.

La diversité des modes d'organisation et de stratification sociale, la complexité des systèmes de production liant les différentes composantes socioprofessionnelles et les relations homme/milieu naturel (modes d'accès aux sols et aux points d'eau et type de prélèvement des ressources végétales) sont assez exemplaires pour illustrer des problématiques de moyens d'existence des ménages.

Le changement de mentalité (ouverture sur le monde extérieur, pluriactivité etc.) induit par la diminution des ressources naturelles en général et les formes de nouvelles relations que cela a pu générer entre agriculteur, éleveurs et agro-pasteurs, n'ont pas partout la même intensité dans les différentes zones affectées.

A la lumière des axes de réflexion susmentionnés et dans le souci d'une meilleure prise en compte de la spécificité des différentes sous-zones agro-écologiques du Sahel malien, nous avons privilégié la valorisation sous-zonale de l'information pour mieux camper les problématiques. Cette approche a l'avantage de caractériser la dimension des différentes perceptions dans la gestion traditionnelle propre à chaque espace de production. Ainsi, le schéma de l'analyse et de la rédaction du présent rapport s'est fait sur la base des trois zones suivantes : Sahel Occidental, le Delta Intérieur du fleuve Niger et de la Zone Lacustre.

Les données et analyses de l'enquête sont disponibles en détail et sur demande au bureau du PAM au Mali.

III- ANALYSE DES ZONES AFFECTEES

III.I. Zone 1. Sahel Occidental (Cercles de Kayes, Bafoulabé, Kita, Diéma, Nioro, Yélimané, Nara, Banamba, Kolokani)

Le Sahel occidental, à cheval sur les régions de Kayes et Koulikoro, est reparti en :

- une zone agricole au sud (Diéma, sud cercle Kayes, Kita, Bafoulabé, Banamba, Kolokani)



- une zone principalement pastorale au nord (Yélimané, nord cercle Kayes, Nioro, Nara).



Les productions agricoles des zones du sud couvrent généralement leurs besoins alimentaires tandis qu'au nord l'agriculture associée à l'élevage ne supporte que très peu leurs besoins annuels. La population de la zone au nord est largement tributaire de l'élevage de case voire de type transhumant. L'élevage ici est une importante source de revenus et de nourriture obtenus à travers la vente d'animaux, de lait et des sous-produits laitiers.

L'émigration est une caractéristique générale dans toute la zone du Sahel occidental mais elle est beaucoup plus structurelle dans la zone nord (Yélimané, Kayes, Nioro, Nara). Cette activité procure des revenus monétaires très importants pour la zone destinés à la réalisation d'écoles, de centres de santé, de pharmacies, de lieux de culte (mosquées), de banques de céréales communautaires et de magasins de produits divers.

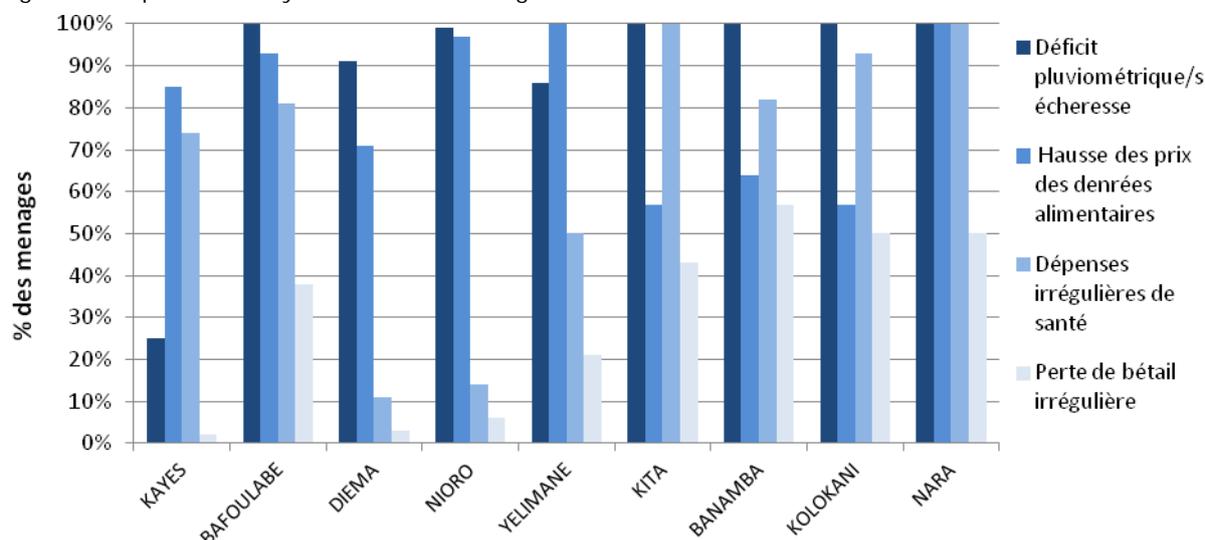
Jouxtant la frontière mauritanienne, la bande nord (Nioro, Yélimané, Nara) constitue une zone d'importants échanges avec la Mauritanie. Les échanges concernent les céréales, le bétail, le sucre, la farine de blé, le lait en poudre, les tissus et divers produits manufacturés.

Dans cette zone du Sahel occidental, 462 ménages et plus de 200 informateurs clés ont été enquêtés dans 66 villages.

La mauvaise pluviométrie en 2011, le choc déterminant

Dans le Sahel occidental, la campagne agro-pastorale est largement tributaire de la pluviométrie. C'est ainsi que la campagne 2011-12 a été marquée par des perturbations consécutives à l'installation tardive et à l'arrêt précoce des pluies. Une écrasante majorité des ménages dans tous les cercles de la zone ont identifié la sécheresse et le manque de pluies comme le principal choc affectant leur bien-être entre octobre et décembre 2011. Il n'y a qu'à Kayes où ce choc ne concerne que 25% des ménages interrogés. En plus du manque de pluies, les ennemis des cultures ont été multiformes (sautériaux, cantharides et oiseaux granivores) et ont empiété sur la capacité des ménages à produire normalement. Cela est particulièrement le cas à Nioro, Diéma et Bafoulabé. Cependant, tous les chocs vécus par les ménages ne sont pas forcément liés à la production agricole. Puisque le deuxième choc le plus important est lié à la hausse des prix sur les marchés. Les prix ont continué leur hausse au premier trimestre 2012. Ce choc continuera à impacter encore plus de ménages, réduisant leur accès à une alimentation adéquate. Un nombre important de ménages a aussi rapporté des dépenses de santé en hausse, probablement dues à la détérioration saisonnière de l'eau de boisson.

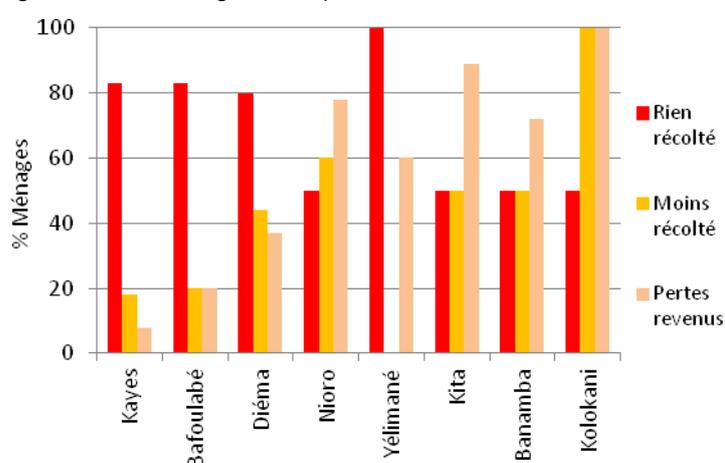
Figure. Principaux chocs ayant affecté les ménages de la Zone 1 d'octobre à décembre 2011



Plus de 80% des ménages agriculteurs n'ont rien récolté

Les populations n'ayant rien récolté constituent la plus importante tranche. Selon l'enquête, 80 à 100% des ménages du Sahel occidental n'ont rien récolté cette saison. Cette baisse de la production engendre une perte de revenus pour les populations d'agro-pasteurs contraints à la vente d'une partie de leur production afin de générer des revenus pour la satisfaction d'autres besoins du ménage. Selon l'enquête, cette perte est de l'ordre de 8% pour le cercle de Kayes, 20% pour Bafoulabé, 37% pour Diéma,

Figure. Production agricole et perte de revenus



78% pour Nioro, 60% pour Yélimané, 89% pour Kita, 72% pour Banamba, 100% pour Kolokani et 50% pour Nara.

La possibilité de cultures de contre saison est compromise dans la zone cette année. Elles ne pourraient ne pas être possibles dans les cercles de Kayes pour 75% des villages enquêtés, Nioro (70%) et Kita (50%). Ceci réduirait les disponibilités alimentaires habituellement issues de cette campagne et précарiserait davantage la situation alimentaire des ménages les plus pauvres qui utilise les cultures de contre saison pour compléter leurs revenus.

Des stocks d'à peine deux à trois mois de consommation cette année

Les stocks de céréales sont d'une manière générale faibles cette année alors que normalement à cette période, dans la zone, on observe des stocks pouvant couvrir une période de 10 mois ou plus (voir figure ci-contre). Cette année, les stocks couvrent majoritairement 1 à 3 mois pour une majorité des ménages dans les cercles de Kayes, Bafoulabe, Yélimané, Kita, Banamba et Kolokani. Bien que peu de villages possèdent habituellement des stocks communautaires, il ressort que

22% des villages qui en avaient cette année étaient vides lors de l'enquête à Kayes, 33% à Bafoulabe, 73% à Diéma et 100% à Nara. D'après les informateurs-clés rencontrés, cela serait une conséquence directe du mauvais déroulement de la campagne agricole. Les cercles les plus concernés sont Kolokani, Nioro (stocks 100% vides) et Diéma (67%). Par contre, les cercles dont les villages possèdent des stocks peu fournis sont Kayes (25%) et Yélimané (12%). Peu de villages possèdent des stocks fournis (Nioro -20% et Bafoulabé - 17%).

On observe que la moitié des ménages ne dispose que d'un stock de 1 à 3 mois cette année contre la majorité en temps normal qui un stock de 10 mois ou plus (voir tableau ci-dessous).

De plus, on constate que le principal mode d'approvisionnement des céréales reste les achats. Considérant les prix actuels élevés sur les marchés, la reconstitution des stocks alimentaires sera difficile. Une plus faible partie des stocks vient cette année de la propre production ce qui est compréhensible. Les dons constituaient encore une part marginale pour la constitution des stocks en décembre mais cela pourrait changer à l'approche de la saison de soudure qui s'annonce plus précoce cette année.

Figure. Comparaison de la couverture des stocks en temps normal et cette année

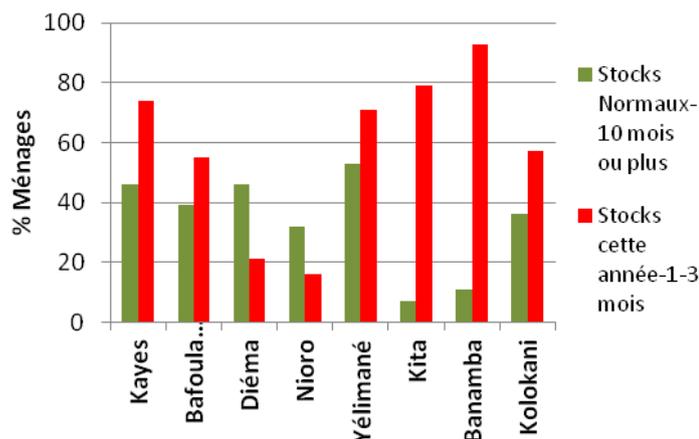


Tableau. Stocks alimentaires communautaires physiques

	0 kg	600 kg	900 kg	1100 kg	2000 kg	4000 kg	10000 kg
Ensemble	56%	6%	6%	6%	6%	12%	6%
Cercles	Kayes, Bafoulabé, (50%); Yélimané (75%); Nioro (100%)	Kayes (25%)	Yélimané (25%)	Bafoulabé (50%)		Kayes (25%)	

Des migrations en toutes saisons et inhabituellement plus élevées que d'habitude

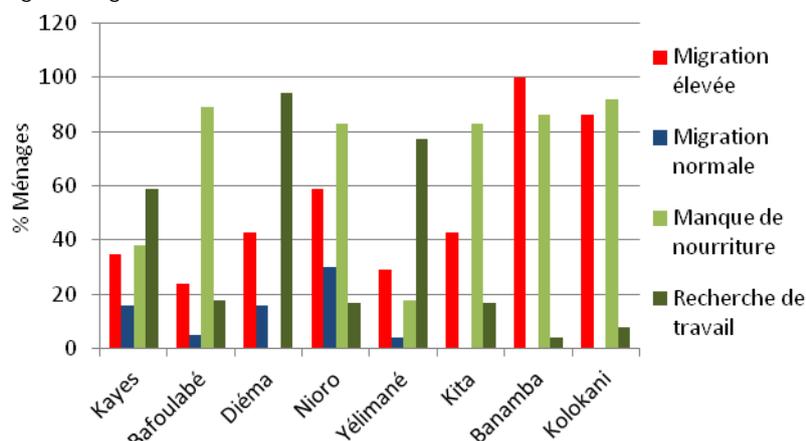
Des migrations inhabituelles constituent un signe important d'alerte de détresse et d'adaptation à une situation difficile. Lors de l'enquête, des migrations inhabituellement élevées ont été révélées pour 100% des populations enquêtées dans le cercle de Banamba, 85% à Kolokani, 59% à Nioro, 43% à Diéma et Kita, 29% à Yélimané 34% à Banamba, et 24% à Bafoulabé.

Les raisons de ces migrations confirment que ces migrations sont le résultat d'une situation de stress sur les moyens d'existence des ménages et sur leur

consommation : manque de nourriture et recherche de travail. Le manque de nourriture pousse à partir particulièrement les ménages de Bafoulabé (89% des migrants rapporte cette raison comme la principale les poussant à partir), 83% à Nioro et Kita, 86% à Banamba, 92% à Kolokani, pour 38% des ménages à Kayes, et 18% à Yélimané. A Diéma, Yélimané et Kayes la recherche de travail est la raison principale. Comme décrit plus haut, la migration dans cette zone est un moyen d'existence important. Cependant, la principale raison est normalement la recherche d'emploi.

Au moment de l'enquête peu de ménages entiers envisageaient de migrer au cours des mois à venir. Cette assertion pourrait changer une fois que les stocks seront épuisés pour les plus démunis dès le mois de mars.

Figure. Migrations et leurs raisons

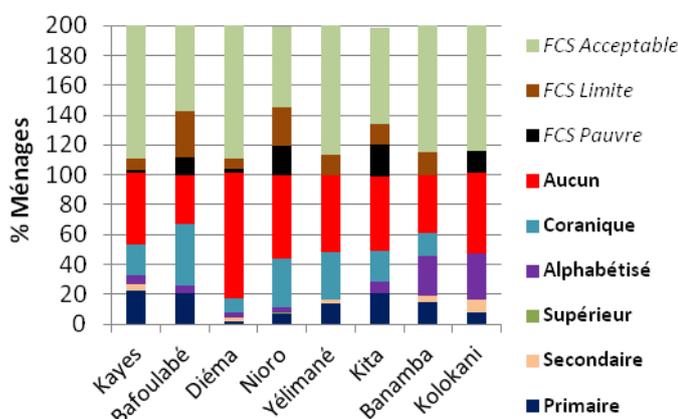


Chefs de ménage sans éducation plus vulnérables à l'insécurité alimentaire

Dans la zone, les données de l'enquête confirment le faible niveau d'éducation de la population. Les cercles de Bafoulabé et de Banamba sont les seuls montrant moins de 50% des chefs de ménages reconnaissant n'avoir reçu aucune éducation formelle.

Comme le montre la figure ci-contre, plus les taux d'éducation et d'alphabétisation des chefs de ménage sont élevés (22% pour le primaire à Kayes, Bafoulabé et Kita ; secondaire - 8% à Kolokani, l'alphabétisé avec 31% à Kolokani et le coranique avec 40% à Bafoulabé) plus le taux de consommation à des chances d'être bon dans le ménage.

Figure. Niveau d'éducation Chef de Ménage et consommation alimentaire (FCS = Food Consumption Score)



Ainsi, les ménages dont les chefs n'ont reçu aucune éducation sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Plus important, l'enquête confirme les faibles taux d'éducation des ménages dans cette zone, facteur structurel aggravant des effets de la crise actuelle.

Soudure animale précoce et plus sévère : perte de revenus pasteurs en 2012

Tout comme la campagne agricole, les conditions d'abreuvement seront marquées cette année par un tarissement précoce des points d'eau de surface occasionnant des difficultés d'exploitations de certains pâturages. On observe des pâturages très faibles dans le Sahel occidental et la situation est, dans l'ensemble, moins bonne que celle de l'année dernière.

Les animaux de la zone présentaient pendant l'enquête en décembre 2011 un état d'embonpoint moindre que la normale. Le recours à l'aliment bétail, signe que les pâturages ne sont pas adéquats pour la saison, était déjà observé au passage de l'enquête pour 75% des ménages à Yélimané, 33% à Bafoulabé, 30% à Kayes, 20% à Nioro, et 10% à Diéma.

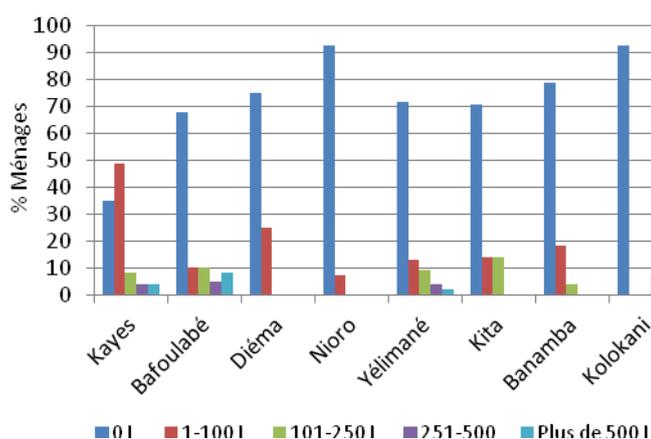
Tableau. Etat d'embonpoint des animaux dans la Zone 1

Embonpoint des animaux	Moins que la normale	Identique à la normale	Plus que la normale
Cercles	22% dans le cercle de Nioro 40% à Diéma 50% à Bafoulabé, Kita, Kolokani et Banamba 58% à Kayes et Yélimané 67% à Banamba	25% dans le cercle de Kayes 33% à Banamba 43% à Yélimané 50% à Bafoulabé, Kita et Kolokani 60% à Diéma 78% à Nioro	17% dans le cercle de Kayes

Les zones pastorales du Sahel occidental enregistrent l'essentiel de la production de **lait de vache** qui est un élément important pour la consommation et nutrition des ménages et en particulier des enfants. Bien qu'une faible partie des productions soit vendue en général, la vente constitue cependant une source de revenus et une stratégie de résilience des ménages de la zone. Les importantes productions de plus de 500 litres ne sont relevées qu'à travers les cercles de Kayes (4%), Bafoulabé (8%) et Yélimané (2%) mais dans des proportions moindres comparées à la normale. Pour 44% des ménages à Nioro et 100% à Nara, la quantité de lait produite est en baisse de 60% par rapport à celle de l'année dernière. Les vaches sont en général possédées par les ménages plus aisés mais ces diminutions peuvent les pousser dans un stress alimentaire cette année.

La production de **lait de brebis est presque insignifiante**, ce qui est habituel pour cette zone. Cette tendance confirme la marginalité structurelle du lait de brebis dans le pays. Seuls 2% des ménages produisent annuellement plus de 50 litres à Bafoulabé, 4% à Banamba et 50% à Nara. Par contre, la production du **lait de chèvre est plus significative** et généralement concentrée dans la bande sahéenne de Kayes à Nara. Elle est en baisse de 35% par rapport à l'an passé.

Figure. Production de lait de vache cette année (2011/2012)



Le taux de pertes d'animaux est de 50% dans le Sahel occidental où le déstockage d'animaux a démarré depuis le mois de novembre 2011. Les principales raisons sont l'absence des pâturages pour 33% à Bafoulabé et Diéma et ensuite les maladies pour 100% à Nioro, Kita et Kolokani, 86% à Kayes, 67% à Bafoulabé, 50% à Banamba et 33% à Diéma.

Dès le mois de décembre, une proportion importante des ménages des villages de Yélimané (62%) et de Nioro (30%) ont envoyé plus tôt leurs animaux en transhumance. A cela s'ajoute une partie grandissante de ménages qui ont envoyé leurs animaux en plus grand nombre que d'habitude, confirmant le manque de pâturages ou d'aliments pour animaux dans leurs localités (20% à Diéma, 10% Nioro et 9% à Kayes).

L'augmentation du nombre d'animaux vers des destinations d'affluence sont potentiellement des zones de surpâturage et de conflits qui devront être suivies tout au long de la campagne jusqu'aux prochaines pluies. Comme noté plus bas dans le texte, à la transhumance des animaux des ménages de la zone s'ajoutent les transhumances accrues des animaux des ménages mauritaniens, eux aussi affectés par une sécheresse et un déficit de surfaces pastorales.

L'envoi des animaux de case en transhumance est aussi un signe de la santé des pâturages dans une zone et de la confiance des éleveurs ou agro-pastoraux dans la saison en cours. Ce sont essentiellement des chèvres et des moutons. Bien que la majorité des ménages enquêtés n'aient pas encore eu recours à cette stratégie, 20% des ménages interrogés à Diéma et 10% de ceux de Yélimané ont envoyé leurs animaux de case en transhumance. Cette disposition est d'autant plus inquiétante que ces animaux sont essentiellement destinés à un élevage domestique et risque de s'aggraver dans les mois qui suivent.

Dans les cercles enquêtés, on observe que les plus grands possesseurs de bovins (55-68 têtes) sont Nioro, Diéma, Kayes, Yélimané, ensuite les cercles de Bafoulabé et Banamba avec 27 à 40 têtes. Les plus démunis sont les cercles de Nara, Kolokani et Kita avec 2 à 14 têtes. La vente d'animaux et sous-produits laitiers représente une source de revenus des populations de la zone et compte pour 11% du revenu total des ménages du cercle de Kayes, 12% à Bafoulabé et Yélimané, 20% à Nioro et 40% à Nara. Ces localités déclarent avoir enregistré des pertes de revenus de cette activité entre 8 à 50% avec des pointes de 50 et 20% respectivement à Nara et Bafoulabé.

En perspective, on observera une augmentation plus importante de la présentation des animaux sur les principaux marchés de bétail. Logiquement, les prix risqueront de s'effondrer. Ce qui entrainera une détérioration des termes de l'échange bétail/céréales déterminant le pouvoir d'achat des pasteurs et agropasteurs.

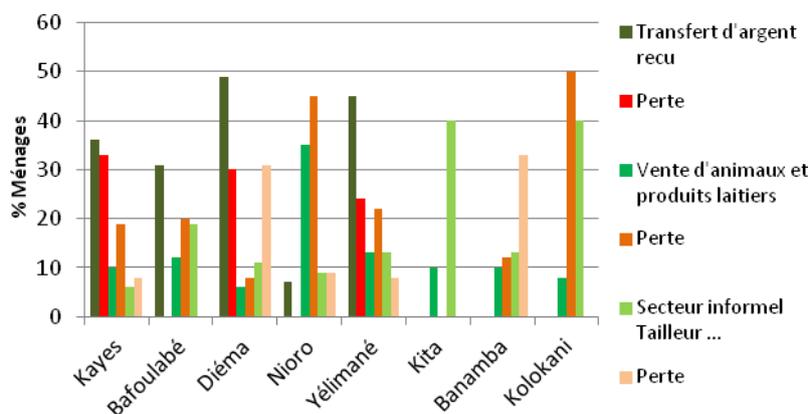
Le FCS confirme cette perte avec 59% pour les pauvres, 54% pour les limites et 68% pour les acceptables.

En conclusion, dans la zone, l'élevage est un moyen d'épargne pour les agriculteurs et de survie pour les éleveurs. La baisse des quantités de lait cette année traduit une moindre ration pour l'alimentation des ménages et le manque à gagner de cette source de revenus.

Les revenus des ménages sous le choc de la conjoncture

Le transfert d'argent reçu est une caractéristique des sources de revenus du Sahel occidental. De nombreux émigrés envoient chaque année des transferts importants soutenant la vie de leurs communautés d'origine.

Figure. Sources de revenus et Pertes de revenus



Le Sahel occidental est la région la plus autonome du pays en termes d'investissements sur fonds propres d'écoles, de centres de santé, de pharmacies, de mosquées, de banques de céréales communautaires et de magasins de produits divers.

L'enquête confirme que les transferts monétaires sont très importants pour les activités locales. **Les transferts d'argent** constituent la première source de revenus pour 50% des ménages à Nara, 49% à Diéma, 45% à Yélimané, 36% à Kayes et 31% à Bafoulabé.

Cependant, il faut signaler que depuis des années, le durcissement des conditions d'émigration (difficultés d'obtention de visas, contrôles rigoureux et intempestifs.....), ont fortement réduit les facilités de travail surtout en France où réside le maximum d'émigrés originaires de cette région. Ceci entraîne par conséquent une baisse des revenus obtenus et envoyés dans la région. Les pertes de revenus générés par les transferts les plus élevés sont enregistrées dans les cercles de Kayes où 33% des ménages rapportent une perte importante comparée à l'an passé, Diéma (30%) et Yélimané (24%). Cette tendance aura sans nul doute un impact négatif sur le niveau d'appui dont bénéficieront les populations locales de la zone et sur leur capacité à faire face à la période de soudure.

Tel que mentionné plus haut, **la vente d'animaux et de produits laitiers** constitue une source de revenus non moins importante, constituant la principale source de revenus pour jusqu'à 35% des ménages à Nioro et 50% à Nara.

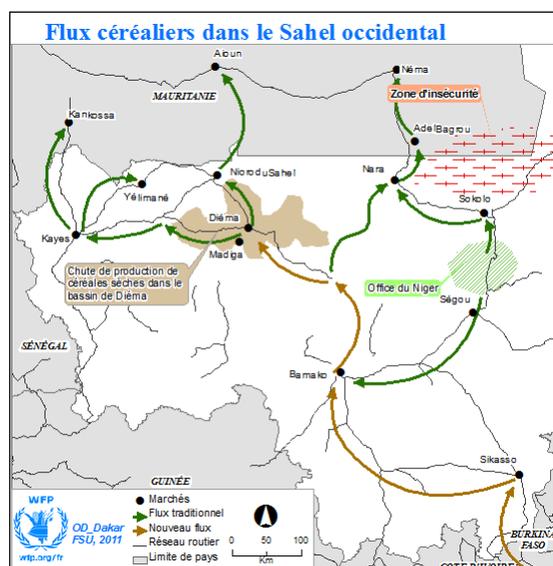
La pénurie de pâturages entame l'embonpoint des animaux cette année. Les difficiles conditions d'alimentation des animaux sous-tendent une plus grande offre d'effectifs sur les marchés. Logiquement, de plus nombreux effectifs d'animaux mal en point conduisent à une chute des prix de vente. Ceci réduit les revenus des pasteurs, détériore les termes d'échange bétail/céréales et limite ainsi leur accès alimentaire.

Le secteur informel (tailleur, marchand, vendeur, boucher, petit commerce, boutiquier) occupe également une place conséquente dans les revenus (6% à Kayes, 19% à Bafoulabé, 11% à Diéma, 9% à Nioro, 13% à Yélimané et Banamba, 40% à Kita et Kolokani). L'environnement global est très influent sur l'évolution des activités du secteur informel. Or cette année, l'enquête rapporte un environnement moins favorable dû au mauvais déroulement de la campagne agro-pastorale. Cela se répercute sur les revenus avec des pertes allant jusqu'à 50% des revenus générés à Nara (50%).

La baisse de la production se répercute sur une autre source importante de revenus (notamment pour les ménages interrogés à Nioro et Banamba) : **la vente de produits agricoles**. Cette vente de produits agricoles procure des revenus substantiels aux agriculteurs et agro-pasteurs surtout dans les cercles au sud de la zone. L'absence et les difficultés de la contre saison viennent assombrir davantage le tableau des revenus pour les ménages de Kolokani (100%), Kita (89%) et Nioro (79%).

Difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires pour les ménages

La majorité des ménages a eu des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires ces trois derniers mois entre 88 et 99% des ménages de la zone. Les scores les plus élevés sont relevés à Nioro (99%), Diéma (97%), Bafoulabé (95%) et Yélimané (93%). La première raison des difficultés d'approvisionnement est «*Faible récolte/pas de récoltes*» pour plus de 80% des ménages enquêtés. Les mauvais résultats de la campagne agricole au-delà de la zone du Sahel occidental témoignent de la faible disponibilité céréalière à l'origine des difficultés

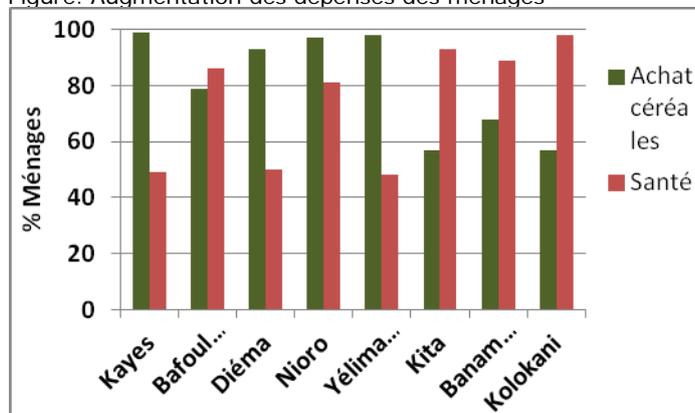


d'approvisionnement des ménages. La deuxième raison est «*Prix des denrées trop élevés*» pour 75 à 97% des ménages voire 100% à Kita. Les cotes les plus atténuées sont enregistrées à Kolokani (14%) et légèrement à Banamba (50%). En corrélation avec la faiblesse de l'offre, les prix ont enregistré une hausse dès la période post-récolte qui est la période où les prix baissent normalement chaque année.

Les dépenses des ménages augmentent

Les difficultés d'approvisionnement ébauchées plus haut conduisent inévitablement à une augmentation des dépenses des ménages comme l'enquête le démontre. Les dépenses des ménages ont effectivement augmenté par rapport à la même période de l'année dernière. Logiquement, ce sont les achats de céréales en tête pour 57 à 99% des ménages, ensuite la santé pour 48 à 98%.

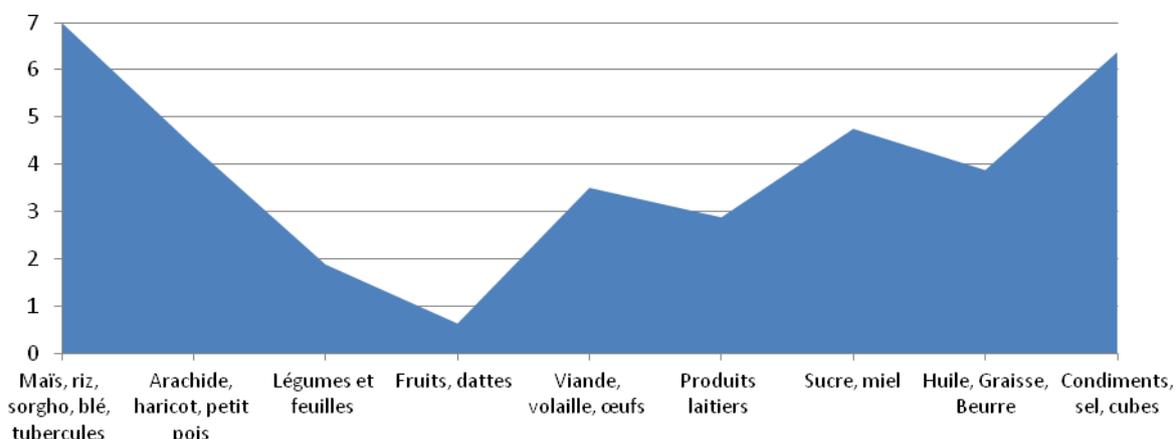
Figure. Augmentation des dépenses des ménages



Une consommation alimentaire pauvre au moment de l'enquête en décembre 2011

Bien que le nombre de repas consommé par jour semble encore acceptable dans une majeure partie des cercles enquêtés, la consommation des ménages reste cependant dominée par les céréales de base et est peu diversifiée. Comme le montre le graphique ci-dessous, très peu de légumes, de fruits et de produits laitiers (confirmant les diminutions de production). La consommation de protéines est aussi faible.

Figure. Répartition des aliments consommés la semaine précédant l'enquête

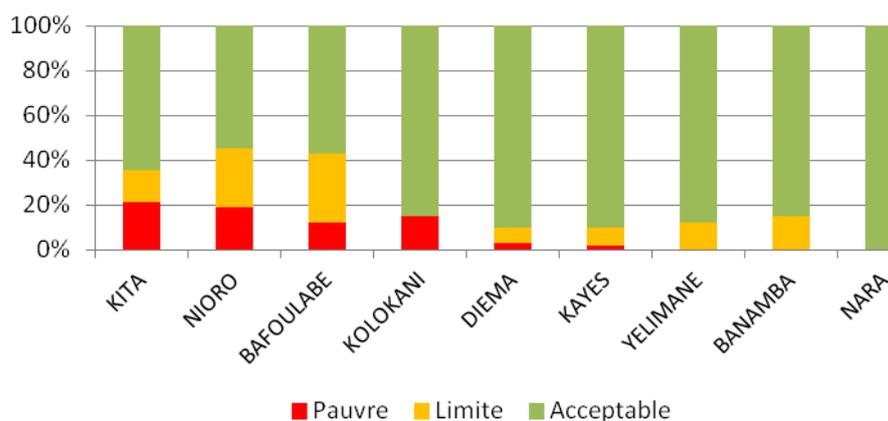


Certains ménages ont commencé à adopter des stratégies de résilience impactant leur alimentation. En décembre, cela restait encore faible sauf à Diéma où plus d'un tiers des ménages interrogés étaient forcés de souvent diminuer la quantité de nourriture consommée. Cela se retrouvait aussi chez un quart des ménages de Yélimané et 15% des ménages de Kayes. Toujours à Yélimané et à Diéma, un cinquième des ménages rapportaient souvent diminuer le nombre de repas consommés par jour. Pratiquement aucun ménage dans la zone ne rapportait passer des journées entières sans manger. De même, la consommation de produits non préférés n'a pas été relevée de manière significative. Seulement 14% de ménages ont enregistré cette consommation non-préférée à Yélimané, 9% à Nioro, 7% à Kita et Banamba.

Les principales raisons de cette consommation inhabituelle sont diverses mais ont toutes un lien avec les difficultés d'accès auxquelles les ménages ont commencé à faire face (pas assez de moyens pour acheter les produits habituels ; dons/emprunt/pas choisis ; prix élevés).

Les faibles revenus, l'augmentation des prix, les problèmes de stocks et d'approvisionnement sur les marchés ainsi que les déficits de productions agro-pastorales laissent cependant une part importante des ménages les plus affectés à Kita, Nioro, Bafoulabé et Kolokani dans une situation alimentaire précaire. La situation ne devrait pas s'arranger pour ces ménages et pour ceux présentant une consommation limite dans les autres cercles la situation ne peut que s'aggraver. Les ménages interrogés à Nara s'en sortent mieux que les autres ménages de la zone.

Figure. Score alimentaire pour les ménages de la Zone 1



III.II. Zone 2. Delta (Cercles de Mopti, Djenné, Ténenkou, Youvarou, Bandiagara, Douentza, Tominian)

Dynamique des espaces de production du Delta intérieur du fleuve Niger

Le Delta Intérieur du Niger (delta vif) et les zones agro-écologiques environnantes du Delta mort (Office du Niger) et du Méma (Ouest), de la Zone Lacustre (Nord et Nord-est), de la Boucle du Niger (Est), du Gourma (Est), du Plateau Dogon et du Séno (Est) constituent un ensemble biogéographique vital et unique dans une bande sahélienne fort éprouvée par les sécheresses récurrentes et un prélèvement anthropique accru sur les ressources naturelles disponibles.

L'évolution de l'occupation des espaces de production au sein de cette entité biogéographique s'est traduite par un enchevêtrement d'autorités communautaires dont les intérêts convergent et divergent au fil de l'eau et au gré de la variabilité des crues annuelles. La compétition entre la pêche, l'agriculture et l'élevage sur les ressources de cet ensemble n'a cessé de s'accroître.

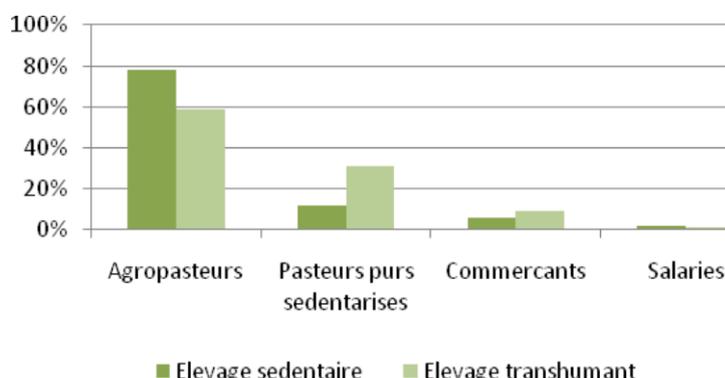
Dans ce contexte, les sécheresses très rapprochées des décennies 1970, 1980, 1990, 2000, 2009 et 2011 ont créé des traumatismes importants dont les effets risquent d'être durables et d'avoir un impact sur la sécurité alimentaire dans le reste du Mali.

Dans cette zone, 199 ménages et plus de 50 informateurs clés ont été enquêtés dans 29 villages.

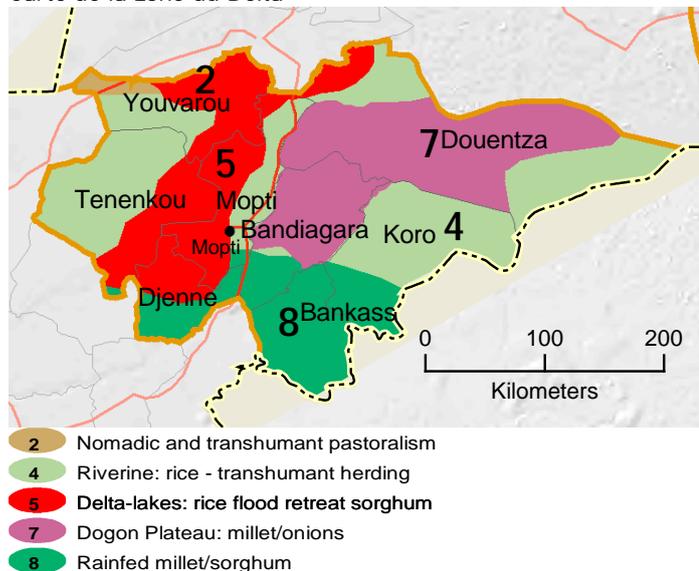
Des conditions d'élevage et une soudure difficiles en 2012

Les terres de parcours, en zone exondée sont utilisées en fonction du binôme eau et végétation. La viabilité de la biomasse n'est totale qu'en présence de points d'eau en quantité suffisante. Pendant la saison des pluies, le Gourma, le Séno et le Méma deviennent le garde-manger par excellence avec des ressources végétales diverses et variées et d'innombrables mares temporaires et quelques mares permanentes. La recherche des pâturages et des points d'eau entraîne une mobilité constante de ces populations dont les parcours essentiels sont déterminés à la fois par le type de transhumance et le type d'élevage pratiqué.

Figure. Groupes socioprofessionnels selon type d'élevage
(Source : FIDA/GEF 2003)



Carte de la zone du Delta



La présente enquête révèle que

la campagne 2011-12 a été marquée à travers la zone par des perturbations pluviométriques avec une mauvaise répartition spatio-temporelle comme pour la Zone 1. Cette évolution a été préjudiciable au bon remplissage des points d'eau d'abreuvement des animaux et au développement normal des pâturages. Des déficits significatifs de biomasse sont décelés dans les zones pastorales et agro-pastorales de la zone.

Etat pâturages	Moins que la normale	Identique à la normale	Plus que la normale
Cercles	100% dans les cercles de Tominian, Mopti, Ténenkou, Youvarou et Douentza; 50% dans les cercles de Bandiagara et Djenné.	50% dans le cercle de Bandiagara.	50% dans le cercle de Djenné

L'embonpoint du bétail au moment de l'enquête en décembre 2011 était moins que la normale de 14% dans le cercle de Mopti, 50% à Djenné, 33% à Youvarou et 100% à Douentza.

Embonpoint animaux	Moins que la normale	Identique à la normale	Plus que la normale
Cercles	Nord-Mali : 100% dans les cercles de Douentza (Gourma de Mopti), Djenné (50%), Youvarou (33%)	100% dans les cercles de Tominian et de Bandiagara ; 67% à Youvarou	100% dans le cercle de Ténenkou ; Cercle de Mopti (71%) ; Cercle de Djenné (50%)

Des départs précoces en transhumance pour une raison essentielle de manque de pâturages sont observés dans les cercles de Mopti (43%), Ténenkou (33%) et Youvarou (17%).

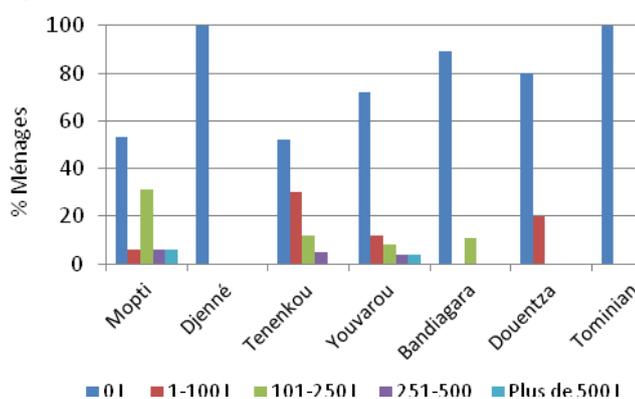
Seul 29% des ménages déclarent avoir envoyé les animaux de case en transhumance cette année. Déjà en décembre 2011, le recours à l'aliment bétail était observé à Mopti (57%), Djenné et Bandiagara (50%) et Youvarou (33%). Tous ces facteurs attestent d'une situation pastorale difficile dans la zone au même titre que pour les ménages de la Zone 1.

L'impact de cette situation sur les modes de vie des ménages prend toute son ampleur dans cette zone en prenant compte qu'avant la colonisation certains villages possédaient de très grands troupeaux composés de bovins, d'ovins et même de caprins. Les villages qui n'avaient que très peu d'animaux n'en étaient pas moins agro-pasteurs. Cette activité s'est fortement accrue dans les décennies 1950 et 1960 avant de devenir récemment la principale alternative de survie dans le Delta. En s'intensifiant, l'agriculture soulève des problèmes sociologiques très importants dans cette zone à traditions pastorales marquées. Aujourd'hui, bon nombre de ces coopérations se transforment en compétition.

Les plus grands propriétaires de bovins sont ceux ayant 3 têtes ou plus dans la majorité des cercles de la zone (entre 33 et 67% des ménages). Par contre les ménages n'ayant aucun bovin sont nombreux cette année et principalement répartis dans les cercles de Bandiagara (64%) et Douentza (50%).

La majorité des ménages (42 à 83%) possède 1 à 5 ovins.

Figure. Production de lait de vache



L'enquête n'a identifié aucun ménage n'ayant pas d'ovins contrairement aux caprins absents dans une grande partie des ménages enquêtés.

Cette année, la production de lait n'est guère abondante comparé à la même période l'an passé.

Il faut signaler que la zone renferme d'importantes localités de collecte et de marchés de bétail dont celui de Fatoma d'où une bonne partie des exportations du bétail dans les pays voisins est organisée. Ceci représente une importante source de revenus pour les populations de la zone. Toutefois les difficiles conditions d'entretien, draineront cette année de plus grands effectifs d'animaux mal nourris à vendre sur ces marchés. Une chute des prix et une dégradation des termes de l'échange pour les éleveurs (aussi due aux augmentations de prix) s'en suivra grevant ainsi davantage les revenus des pasteurs et agro-pasteurs.

Des perspectives de pêche moins bonnes

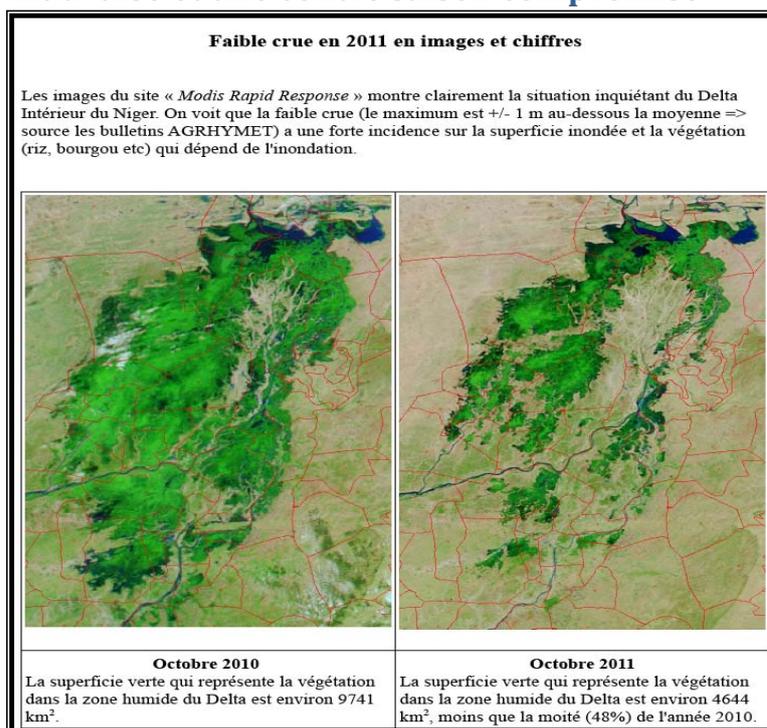
L'activité de pêche se caractérise par la stratégie des grands migrants jouant le "tout" poisson et celle des pêcheurs de finage misant sur la pluriactivité qui réserve un rôle essentiel à la riziculture. C'est cette dernière catégorie de pêcheurs qui peuplent le delta depuis les sécheresses avec la disparition de plusieurs espèces de poisson et surtout le cloisonnement des pêcheries les plus viables avec une chute des captures. Ce nouvel élan n'est pas sans rapport avec l'aggravation de la question foncière déjà fort exacerbée dans le delta.

Les pêcheries appartiennent à des communautés et sont gérées par les *maîtres d'eau*. Le déficit hydrique, inhérent à la récurrence des sécheresses, a affecté le système d'alimentation en eau des fleuves, mares, rivières et lacs. Cette situation, exacerbée par la diminution des ressources halieutiques, a abouti d'abord à une compétition accrue entre différents groupes de pêcheurs avant de s'ériger en conflits ouverts entre usagers. Aujourd'hui, on assiste à des contestations fréquentes de l'autorité des *maîtres d'eau*.

Selon les résultats d'évaluation du SAP en février 2012, la lenteur et la faiblesse de la crue n'ont pas permis une bonne inondation des frayères pour la reproduction du poisson. Les captures sont faibles. La campagne de pêche s'avère mauvaise dans le pays cette année.

Vers une campagne agricole mauvaise et une contre saison compromise

Le Delta Central couvre une superficie de 30 000 km² pour une population estimée à 750 000 habitants. La densité de cette zone est l'une des plus élevée du Mali avec 25 habitants/ km² alors que ce chiffre est de 18 pour la région de Mopti et seulement 8 pour l'ensemble du Mali. Si la densité apparaît comme un bon indicateur de mesure de la pression des activités humaines sur les ressources naturelles, dans le Delta, l'inadéquation entre les besoins croissants des populations et la diminution progressive des ressources est assez explicite du degré de vulnérabilité qui



caractérise cette région classée comme *la plus pauvre du Mali*.

Il ressort d'une étude commanditée par **Wetlands International** et publiée par **A&W** le 25 octobre 2010 que : « Le rétrécissement du Delta Intérieur du Niger va créer une plus grande compétition autour des ressources naturelles encore disponibles. Les cultivateurs de riz et les éleveurs sont déjà en concurrence et cela va s'accroître avec une réduction du niveau des crues».

Dans la région de Mopti, l'ampleur du développement de la riziculture dans le delta et le maraîchage ont principalement modifié les modes d'exploitation des ressources naturelles. Aujourd'hui, cette modification n'est pas sans conséquence sur les tenures foncières. En zone inondée, la principale culture est le riz en submersion libre (150 000 ha le long du fleuve, autour des mares et des lacs, etc.), en submersion contrôlée (cas des casiers aménagés de l'ORM sur 50 000 ha) et des petits périmètres irrigués villageois (PPIV sur 1 100 ha).

Les rendements des PPIV sont en nette expansion dans la zone du Delta depuis le début des années 1980 pour garantir la sécurité alimentaire avec pour principale spéculation le riz.

Face à cette expansion du riz et du maraîchage, le type d'élevage sédentaire pratiqué dans le Séno, sur le plateau Dogon et dans le delta vif fait la part belle aux agro-pasteurs (78% des propriétaires d'animaux) tandis que les pasteurs purs sédentarisés comptent pour 13%, les commerçants 6% et les salariés 3%. Quant à l'élevage transhumant, il concerne 58% d'agro-pasteurs, 33% sont de pasteurs purs, 8% de commerçants et 1% représente des salariés.

Quoique d'essence collective, le régime des terres est déterminé par des *droits d'appropriation* et des *droits d'exploitation* et s'exerce dans la pratique dans un processus d'usage individuel. La terre ne se vend pas mais se prête. Elle est gérée au niveau du village par le patriarche (qui peut être différent du chef de village), le plus âgé du clan ou de la famille. Ce patriarche dispose des terres qu'il peut céder même à titre gratuit. D'une manière générale, le requérant apporte, selon la règle coutumière, un cadeau (cola, gerbe de mil ou sorgho, etc.). Aujourd'hui la violation de ces règles est courante et devient source de conflit.

Le mode de propriété collective des pâturages est partout de mise.

Le droit du primo-occupant est reconnu aussi pour les forêts. La gestion et l'exploitation des forêts sont libres tant que celles-ci ne sont pas objet d'installation de terres de culture.

Dans ces conditions, la gestion du foncier rural devient un enjeu majeur. Il est fréquent d'entendre que Mopti est la région du Mali où les conflits fonciers sont les plus nombreux et souvent longtemps non résolus. Contraintes, problèmes et tensions sont souvent le lot quotidien des différents acteurs ou usagers des ressources foncières surtout en 2011-2012 où le delta n'a atteint que 40% de son taux de remplissage normal.³

³ Source : FIDA-GEF 2003

Tensions foncières probables du Delta en fonction de l'occupation des terres agricoles

Probabilité : *tension faible **tension moyenne ***tension forte ****tension très forte

Spéculations agricoles	Période occupation des terres	Durée occupation des terres	Tension avec activités pastorales	Tension avec activités de pêche	tension mixtes et halieutiques	systèmes agropastoraux
Riz des mares	Fin avril à début mai	8 à 9 mois	***	*	néant	
Riziculture d'hivernage PIV	Juin à mi-novembre	Près de 6 mois	néant	néant	néant	
Riz de contre-saison sur périmètre	Février à mai	4 mois	****	néant	néant	
Culture maraichère	Novembre à mi-avril	5 mois	**	néant	néant	
Cultures de décrue	Mi-mars à mi-août	5 mois	***	*	néant	
Cultures sur dunes (mil/sorgho)	Juin à septembre	4 mois	**	néant	néant	

Source : FIDA-GEF 2003

Les tensions, heurts ou conflits souvent évoqués par les différents usagers des ressources de cette entité biogéographique, pourraient compromettre la gestion durable et pacifique des terres surtout en 2012 où le déficit hydrique est en train de mettre en danger la sécurité alimentaire des ménages y vivant.

Cette année, la campagne agro-sylvo-pastorale de la Zone 2 a été marquée par des perturbations climatiques avec l'installation tardive des pluies et leur arrêt précoce.

La crue dans l'ensemble a également accusé un retard. Elle a été en plus très faible sur les cours d'eau. Cette tendance n'a pas été favorable à l'inondation et la bonne irrigation des plaines et des casiers de riz dans la zone du Delta. D'importantes superficies n'ont pu être aménagées et des pertes ont été également enregistrées.

L'inondation insuffisante des lacs et mares présage des perspectives difficiles pour les cultures de décrue et de contre-saison dans la zone.

Selon l'enquête, 33% des ménages n'ont rien récolté cette année dans les cercles de Mopti et Ténenkou. Les raisons principales de ces pertes sont le manque de pluies et les ennemis de cultures. La contre saison ne serait pas possible cette année pour 14% des ménages dans le cercle de Mopti, 50% à Djenné et à Youvarou.

Ce manque de récolte, cumulé aux prix élevés dans les marchés de la zone depuis octobre, explique pour une bonne partie qu'au moment de l'enquête, 100% des ménages avaient leurs greniers vides dans les cercles de Tominian, Djenné et Douentza, 57% à Mopti et 50% à Ténenkou, Youvarou et Bandiagara.

Ainsi, pour la grande majorité des ménages (43 a 100%), les stocks ne couvriront que 1 à 3 mois de besoins alimentaires cette année contre normalement 10 mois ou plus pour 100% des ménages à Tominian, 92% à Djenné, 40% à Youvarou, 29% à Douentza, 15% à Bandiagara et 12% à Mopti. Cela veut dire qu'une partie importante des ménages dans certains cercles auront déjà épuisé leurs stocks en mars-avril 2012.

Groupes vulnérables utilisateurs des ressources du Delta

La vulnérabilité résultant de la pression humaine a été une constante dans l'histoire de l'occupation des espaces de production du Delta qui engendre une mosaïque de peuples venus de toutes parts au gré des sécheresses et autres calamités naturelles survenues dans sa périphérie.

Les ressources naturelles du Delta sont exploitées par cinq groupes socio-économiques de producteurs autochtones:

- les pasteurs transhumants (Peuls, Tamasheq et Maures au Nord);

- les agro-pasteurs (Peuls, Rimaibés, Bellas);
- les agro-pêcheurs (Bozos, Somonos, Sorkos);
- les agriculteurs (cultivateurs): Bambaras, Sonrhai, Rimaibés, Soninkés (Markas);
- les pêcheurs transhumants (Bozo et Sorko)

On peut ajouter un sixième groupe: les étrangers (allochtones).

L'ensemble de ces groupes socioéconomiques, actuellement dans une phase de recomposition, pourraient être des **groupes-cibles potentiels** pour les futures interventions humanitaires car tous dépendent fortement des ressources que le Delta offre et sont donc très affectés par la sécheresse.

Evaluation des tendances d'utilisation des ressources naturelles du Delta					
	**** très forte tendance	*** forte tendance	** tendance moyenne	* tendance faible	
Catégories d'utilisateurs	ressources pastorales	ressources agricoles	ressources halieutiques	ressources forestières	Ressources cynégétiques
Pasteurs transhumants	****	*	néant	****	**
Pasteurs-paysans	***	**	*	***	**
Agro-pasteurs	**	***	**	**	**
Agriculteurs	*	****	*	**	***
Agro-pêcheurs	Néant	***	***	**	***
Pêcheurs	Néant	*	****	**	****
Pêcheurs paysans	Néant	**	****	**	***
Agro-pasteurs pêcheurs	**	**	**	**	**
Allochtones pasteurs	****	*	néant	****	*
Allochtones agriculteurs	*	****	*	**	*
Allochtones Pêcheurs	Néant	néant	****	**	***
Allochtones Agro-pasteurs pêcheurs	**	**	**	**	**

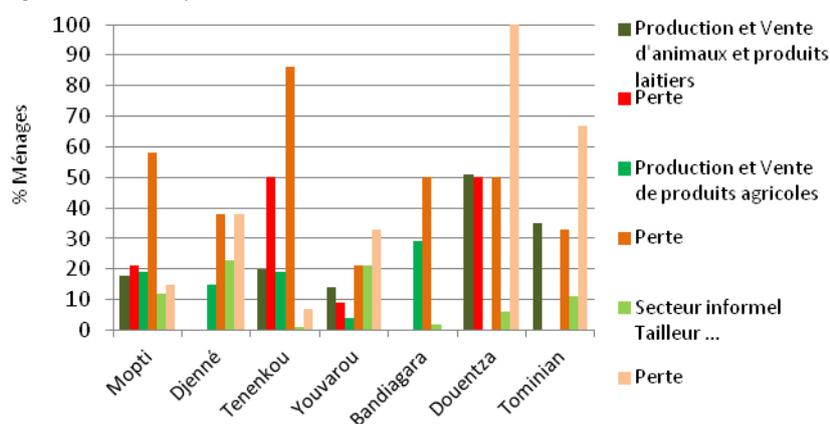
Source : FIDA-GEF 2003

Baisse des sources de revenus en perspective

La zone tire essentiellement ses revenus de l'agriculture, l'élevage, la pêche et le secteur informel. Toutes ces activités jouissent d'un environnement défavorable cette année.

Des pertes de revenus sont enregistrées par les ménages à Mopti (66%), Djenné (62%), Ténenkou (92%), Youvarou (81%), Bandiagara et Douentza (43%), Tominian (100%). Cette baisse des revenus tirés des activités traditionnelles poussent les ménages à chercher d'autres moyens de revenus, notamment à travers la migration (voir prochaine section).

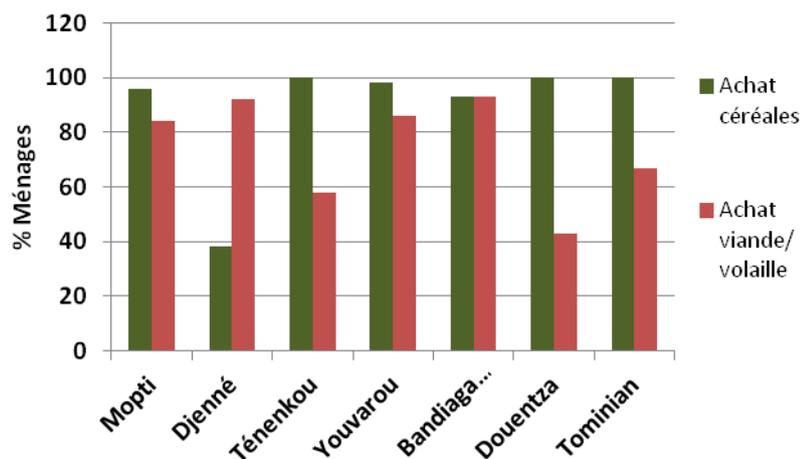
Figure. Sources et pertes de revenus



Ces pertes de revenus des ménages face aux prix élevés des denrées réduisent l'accès des ménages, surtout les plus pauvres, à l'alimentation au mois de décembre comme le montrent les résultats de l'enquête. On observe un peu partout une augmentation des dépenses des ménages surtout pour les achats de nourriture. Cette tendance se poursuivra dans les mois qui viennent avec l'épuisement des stocks qui rendront les ménages encore plus dépendants du marché. Les ménages les plus pauvres devront faire des choix difficiles pour réduire les dépenses non-alimentaires importantes telles que la santé ou l'éducation. Ces choix auront un impact négatif sur la qualité de vie, la qualité

de la consommation alimentaire et, sur le long terme, sur la nutrition et santé des ménages les plus pauvres et les plus affectés par la sécheresse.

Figure. Augmentation des dépenses des ménages

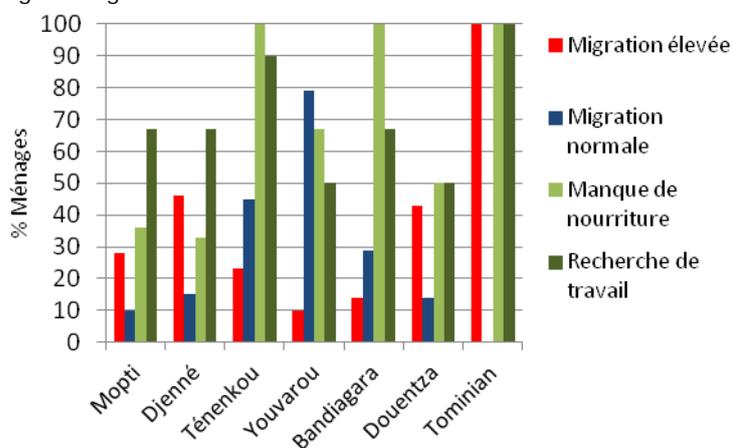


Constats de migrations inhabituelles amorcées à travers la zone

Des migrations inhabituellement élevées ont été enregistrées en décembre 2011 dans les cercles de Mopti, Djenné, Douentza et Tominian. Les raisons essentielles étant le manque de nourriture et la recherche de travail sont liées au mauvais déroulement de la campagne agro-sylvo-pastorale et aux pertes de revenus présentés plus haut. Ainsi, ces départs sont une stratégie en réponse aux difficultés alimentaires en perspective des ménages de la zone. La majorité des ménages (46%) ont pour chef de ménage des hommes mariés de plus de 59 ans et comptent en général plus de 20 membres (35%) et 6 à 10 membres (29%) à nourrir. Les ressources alimentaires et monétaires générées de ces migrations doivent permettre de soutenir les familles d'ici les prochaines récoltes, de renflouer les stocks et de rembourser les dettes.

Pendant l'enquête, des ménages envisageaient de migrer avec tous les membres du ménage au cours des mois à venir dans les cercles de Tominian (33%), Mopti (12%), Djenné (8%), Bandiagara (7%), Ténenkou (3%) et Youvarou (2%). La migration de l'ensemble du ménage augure une situation alimentaire difficile que les moyens d'existence et les stratégies du ménage n'arrivent pas à résoudre.

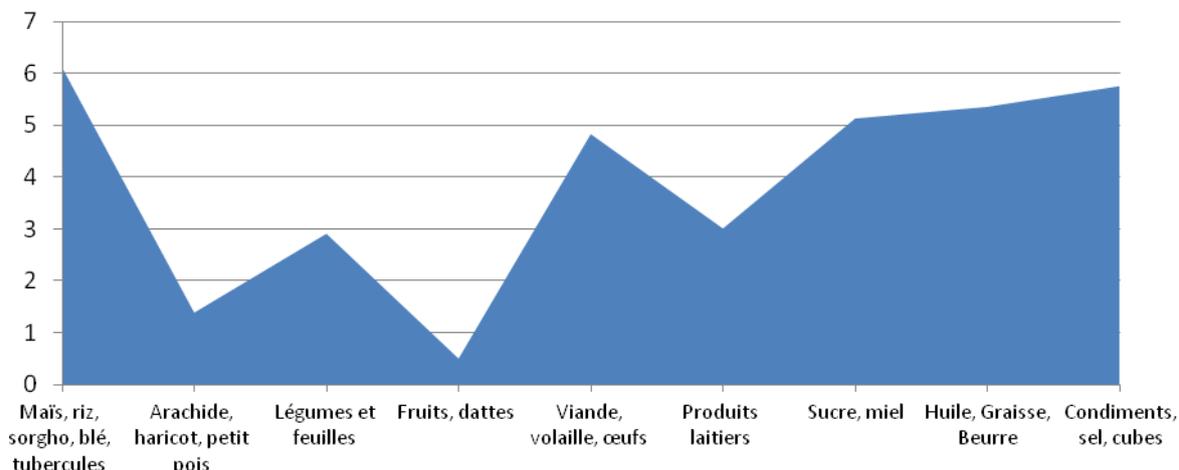
Figure. Migrations et leurs raisons



Une partie des migrations se fait vers des centres urbains pour trouver du travail d'appoint ou vendre des animaux sur les marchés créant ainsi une tension sur le marché du travail de Mopti, Douentza et des autres centres urbains de la zone. Cela avec un possible impact sur les salaires et sur les revenus des ménages urbains.

Une consommation alimentaire proche de la normale au moment de l'enquête en décembre 2011 soutenue par les aliments de base

Figure. Répartition des aliments consommés la semaine précédant l'enquête



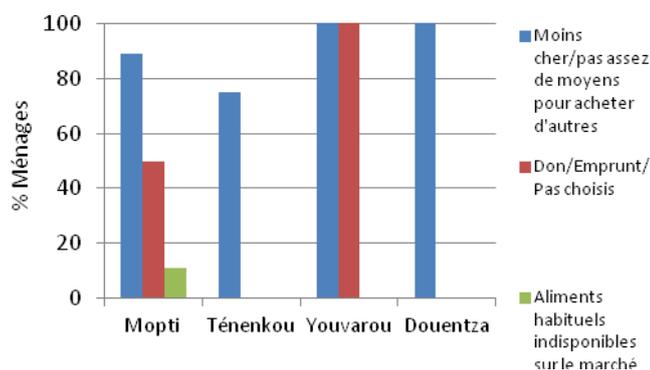
Le nombre moyen de 3 repas consommés par jour dans les ménages au cours de la semaine précédant l'enquête est quasiment général dans la zone. Cependant, le nombre de repas élevé ne peut changer le fait que la consommation des ménages reste dominée par les céréales de base pendant la semaine ainsi que les produits animaliers et l'huile. La consommation de ces derniers mois permet de garder un score de consommation alimentaire de limite à acceptable sur toute la zone. Des signes avant-coureurs laissent présager que la situation se détériore et peut continuer de se détériorer dans les mois qui suivent :

- Une partie non négligeable des ménages, surtout à Mopti et Youvarou, s'endettent pour se procurer les aliments dont le ménage a besoin
- A Mopti, Djenné, Youvarou et Douentza, près du quart des ménages interrogés rapportent diminuer la quantité de nourriture consommée
- A Douentza, Tominian et Youvarou des ménages

Toutefois, la consommation de produits non préférés a été signalée dans les cercles de Mopti (18%), Djenné (8%), Ténenkou (10%), Youvarou (5%), Douentza (14%) et Tominian (33%).

Les principales raisons de cette consommation inhabituelle sont : moins cher/pas assez de moyens pour acheter d'autres ; dons/emprunt/pas choisis ; aliments habituels indisponibles sur le marché.

Figure. Raisons de la consommation inhabituelle d'aliments

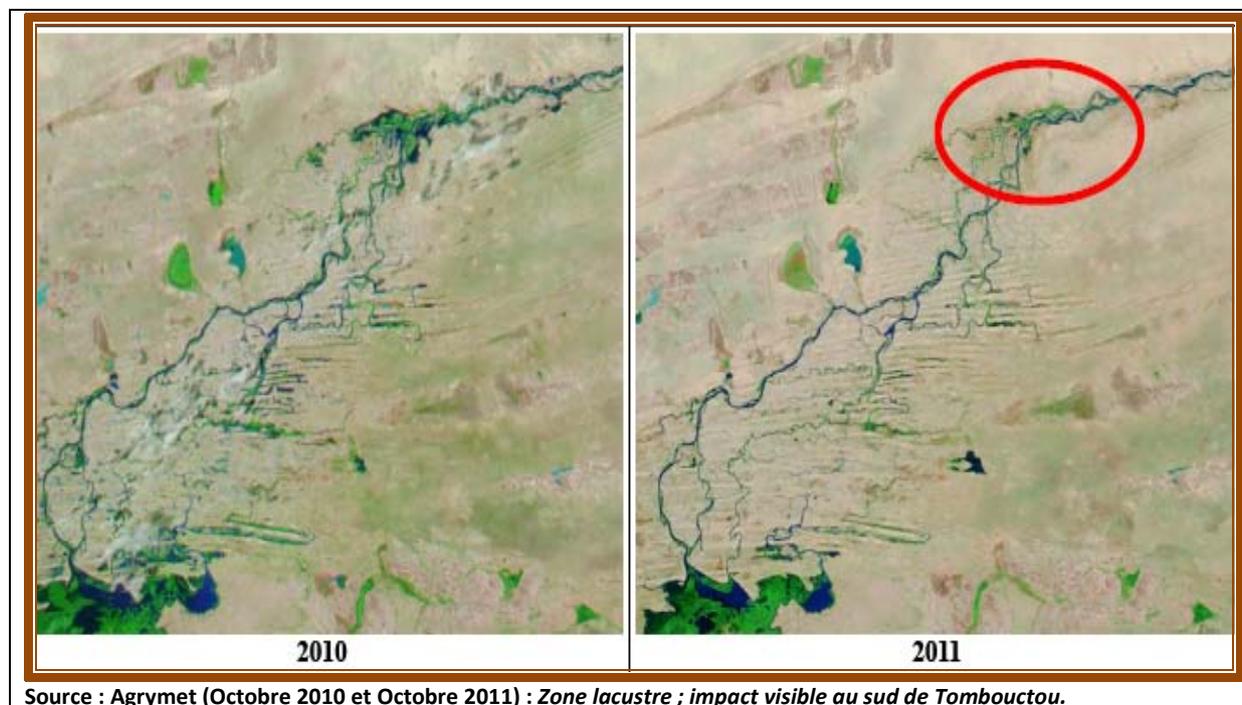
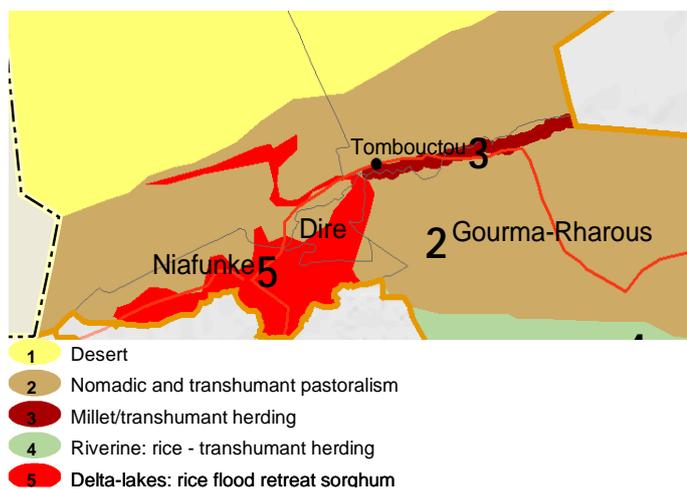


III.III. Zone 3. Zone lacustre (Tombouctou, Diré, Goundam, Niafunké, Gourma Rharous)

Situées à la frontière des influences saharienne et sahélienne, les régions du Nord du Mali sont confrontées à l'effet conjugué de la sécheresse exceptionnelle qui y a sévi entre 1968 et 2012 et d'un accroissement de la pression humaine et animale sur les systèmes écologiques aboutissant à un phénomène de désertification à la limite d'équilibres fragiles. Cette fragilité rend les moyens d'existence très vulnérables aux facteurs d'évolution internes et externes entraînant les systèmes écologiques comme les systèmes sociaux vers des états de déséquilibre récurrents voire permanents.

Dans ces zones fragiles, malgré plusieurs épisodes de sécheresse, les populations locales ont toujours trouvé par le passé les moyens d'adapter leur mode de gestion des ressources naturelles en appliquant le concept de développement durable dans la perspective du maintien de leurs moyens d'existence. Mais l'intervalle de temps très court entre les dernières sécheresses n'a pas permis au milieu naturel de retrouver une dynamique de reconstitution des espèces végétales et animales, ni à l'homme de préserver ses outils de production (champs de culture et troupeaux) à un niveau acceptable.

Carte de la zone lacustre



Source : Agrymet (Octobre 2010 et Octobre 2011) : Zone lacustre ; impact visible au sud de Tombouctou.

La conjonction de tous ces facteurs aggravants concoure à mettre en danger la sécurité alimentaire des populations qui pour combler le déficit en céréales, se rabattent sur les aliments de cueillette (fonio sauvage et cram-cram notamment) dont la production est en forte diminution cette année. Les espaces de cueillette se localisent beaucoup plus vers le sud de la zone.

L'effet de la grande sécheresse de 1984 a été de diviser la production de riz dans la vallée du fleuve par un facteur de 3,7 et malgré la reprise de la pluviométrie et des crues de ces dernières années, on note une baisse du taux d'autosatisfaction des besoins en céréales à un taux équivalant 25% (en aval de Tombouctou notamment). En 2012, le déficit hydrique s'est beaucoup manifesté à la fois en amont et en aval de Tombouctou comme illustré dans l'image satellitaire ci-dessous. Ceci est dommageable à la fois pour les cultures de décrue et celles de contre-saison. Cette situation n'est pas sans conséquence sur les aspects globaux de la sécurité alimentaire déjà précaire dans cette partie du pays.

Aussi, la reconstitution partielle du cheptel au sortir de la crise pastorale de 2010 qui n'a profité qu'à une minorité de grands propriétaires va encore plus compromettre les stratégies de survie des pasteurs démunis, majoritaires dans cette zone. Cette reprise, fruit des options de réponse opérées, en son temps, par le PAM et ses partenaires, se trouve, déjà, en partie annihilée par la sécheresse actuelle.

Dans cette zone, 220 ménages et plus de 50 informateurs clés ont été enquêtés dans 22 villages.

Des conditions d'élevage mauvaises et une transhumance précoce

Le Gourma est une zone pastorale par excellence où bouviers, moutonniers et chevriers se rencontrent toute l'année. Seuls les chameliers hésitent d'y aller. La quasi-totalité du cheptel bovin des régions du nord du Mali appartient aux agropasteurs sédentaires (Songhoy, Peul et Bellah). Dans le système fluvial (Delta, zone lacustre) tous les troupeaux bovins et ovins vont dans le Gourma dès le mois de juillet et ne rentrent dans la zone inondée qu'au moment de la décrue (période post-récolte).

La transhumance, pratique ancestrale établie par les Touareg, les Peul et les Maures, permet de satisfaire les besoins alimentaires des animaux pendant toute l'année. Le mouvement pendulaire (Nord-Sud) s'effectue suivant des pistes bien déterminées et à des périodes précises; ce qui permet d'exploiter judicieusement les pâturages et les points d'eau et d'éviter les maladies courantes en provenance des régions du sud.

Ainsi, les chameliers ont toujours une préférence pour le nord du 17ème parallèle. A contrario, la présence de bovins de part et d'autre du 18ème parallèle (excepté dans les zones d'altitude), est très rare.

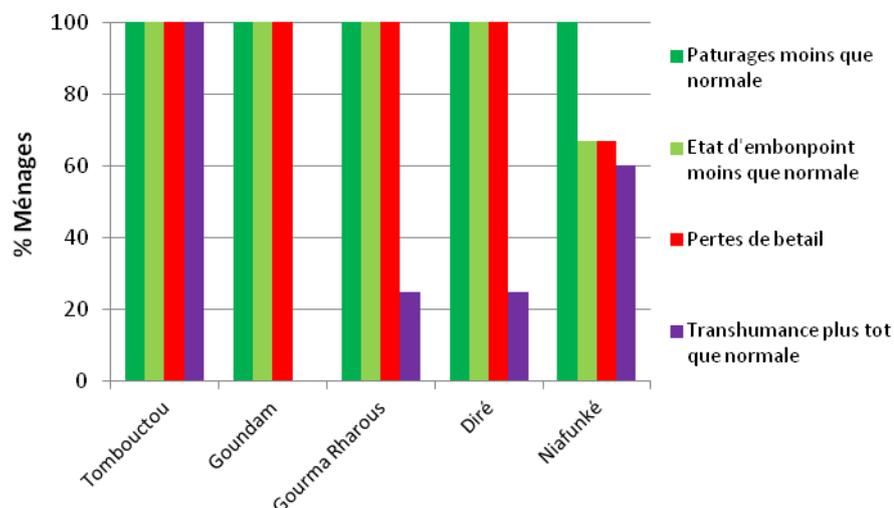
Evolution spatio-temporelle des transhumants à travers le système fluvial

Janvier - Février - Mars	Avril - Mai - Juin	Juillet - Août - Septembre	Octobre - Novembre - Décembre
<i>Positionnement non loin du fleuve. Les animaux s'abreuvent et fréquentent les pâturages de la zone pastorale avant d'être autorisés d'entrer dans les bourgoutières. C'est aussi le moment de creuser les puisards à l'emplacement des mares.</i>	<i>Fin de période de soudure, pâturages réduit et contraintes d'abreuvement. Concentration des troupeaux sur les points d'eau pérennes (fleuve, lacs, mares, puits et puisards).</i>	<i>Déplacement vers le Gourma dès les premières pluies. Mouvements Nord-Sud et Est-Ouest. 4 à 6 jours sur une distance de 6 à 7km. Engraissement des animaux, cure salée et remontée vers le système fluvial après la cueillette du fonio sauvage.</i>	<i>Fin de la saison des pluies. Après la cueillette du fonio et du cram-cram, c'est la cure de rafraîchissement; 15 à 20 jours au même endroit. Les campements nomades se stabilisent à 15 ou 20 km sur une ligne parallèle du fleuve.</i>

Cette année, on constate selon l'enquête qu'une bonne partie des troupeaux est allée plus tôt en transhumance.

Ceci est lié à la situation des pâturages qui est à 100% moins que la normale dans toute la zone. Le cheptel de case n'est pas parti de manière significative. On n'observe que 25% des ménages à Diré et 33% à Niafunké qui ont envoyé leur cheptel de case en transhumance.

Figure. Conditions du bétail dans la zone



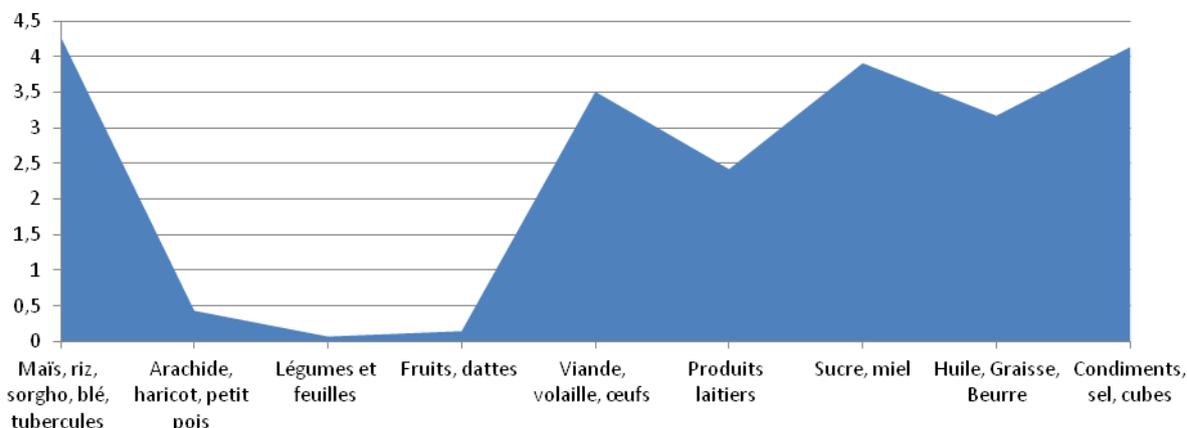
Déjà en décembre 2011, les animaux présentait un état d'embonpoint moins que la normale et on observe le recours anormal pour la saison à l'aliment bétail pour 100% des ménages dans les cercles de Tombouctou et Gourma Rharous, 67% à Niafunké, 50% à Goundam et Diré.

Presque tous les cercles de la zone ont enregistré des pertes d'animaux et ce principalement à cause du manque de pâturages. De plus, une partie importante des ménages pastoraux de Tombouctou et du Gourma-Rharous rapporte une vente inhabituelle d'animaux au cours du dernier mois (65% et 50% respectivement).

Une consommation alimentaire pauvre et en voie de dégradation en décembre 2011

Bien que la consommation du nombre de repas reste acceptable en décembre 2011 (3 repas environ par jour), l'alimentation des ménages interrogés est pauvre en diversité et en qualité. Elle se compose essentiellement de quelques céréales et tubercules, de viande et d'huile. La faible consommation de produits laitiers pour la saison est à noter avec moins de trois jours par semaine.

Figure. Répartition des aliments consommés la semaine précédant l'enquête (nombre de jours consommés)



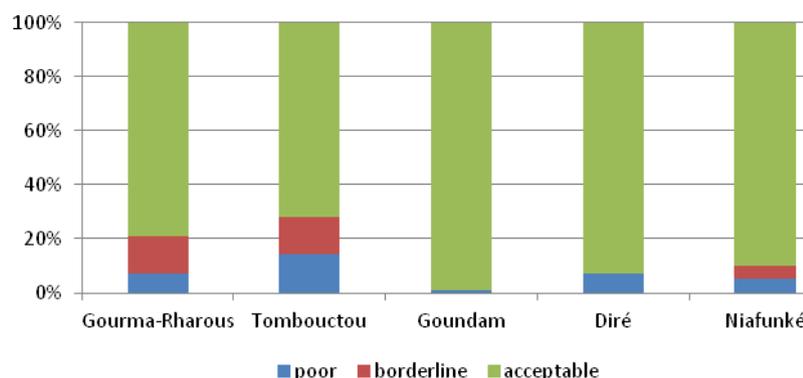
Ce manque de diversité se retrouve dans le calcul du score de consommation alimentaire où les résultats montrent que jusqu'à 14% des ménages interrogés à Tombouctou ont

une pauvre consommation alimentaire. Cependant, les résultats montrent aussi que, notamment grâce à la consommation de viande de ces populations, une bonne partie des ménages a encore une consommation acceptable. Historiquement, cela est normal pour la période de décembre mais ne doit pas occulter les possibilités qu'une fois les stocks alimentaires réduits, et si les prix des céréales continuent à augmenter, ces mêmes ménages se retrouveront dans des situations plus difficiles d'ici le mois de mai.

A Tombouctou, 54% des ménages ont déjà rencontré des difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires en passant des journées entières sans manger. Ce chiffre est très élevé et requiert une attention particulière de la part des organisations d'aide opérant dans ce cercle.

Les récents affrontements dans la zone vont aussi avoir un impact certain sur l'accès des ménages et donc sur leur consommation dans le court et moyen terme.

Figure. Score de consommation alimentaire des ménages interrogés dans la Zone 3

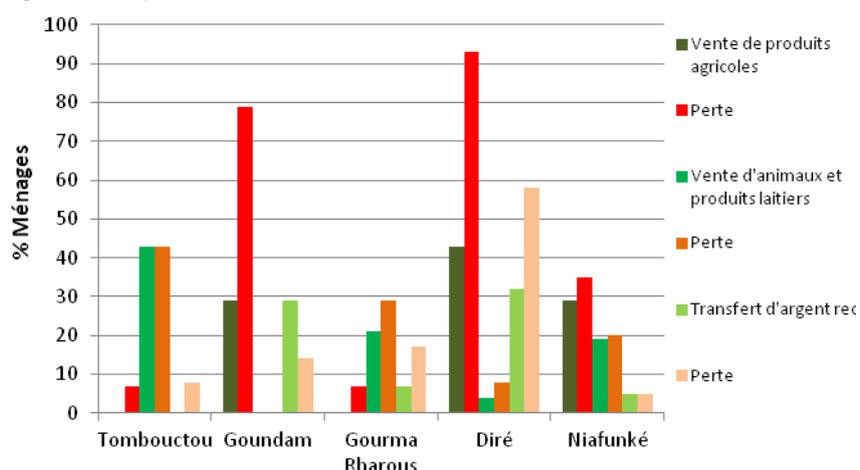


Des stratégies face aux difficiles perspectives de cette année

Dans cette zone qui se situe en dessous du seuil de pauvreté et de précarité, l'ensemble de la population répond aux critères du groupe cible. Au sein de cette entité se trouvent des catégories plus nécessiteuses que d'autres. Au nombre de ces groupes cibles, on pourrait citer les paysans sans terre, les nomades qui veulent se sédentariser afin de pratiquer l'agriculture, les pasteurs « sans » cheptel et surtout les femmes seules qui s'organisent pour subvenir aux besoins de leurs ménages et à ceux de leurs enfants.

Les trois chocs les plus mentionnés par les ménages de la zone sont la sécheresse, la hausse des prix et les dégâts sur les cultures. Pour satisfaire au mieux leurs besoins alimentaires et faire face à ces chocs, les populations locales ont adopté des stratégies multiples et ce dès décembre. Ainsi, une partie de la population active migre généralement vers des pays côtiers du sud (Ghana, Nigéria), entraînant un retour de devises qui permet de compléter les budgets familiaux car une partie des revenus vient toujours de l'extérieur. Comme le montre le graphique, des pertes conséquentes de revenus au moment de

Figure. Principales Sources et Pertes de Revenus en Zone 3



l'enquête sont relevées par les ménages : à Diré et Goundam, une part importante des ménages déclare un manque à gagner dans la vente des produits agricoles. Tous les ménages interrogés rapportent ce type de perte. De plus, les ménages de Diré, Tombouctou et du Gourma Rharous rapportent des pertes additionnelles de revenus liées aux transferts d'argent et à la vente d'animaux et produits laitiers.

En zone exondée, face au déficit céréalier, les aliments de soudure, et notamment le fonio sauvage et le cram-cram, prennent de plus en plus d'importance. L'agriculture en zone pastorale semble une des voies pour compenser le déficit lié à la décroissance de la taille des troupeaux et pour la sécurisation de ces troupeaux en cas de sécheresse.

Les ménages de la zone ont aussi recours à d'autres stratégies. Une partie importante des ménages de Diré et du Gourma-Rharous ont recours à des aliments normalement peu ou pas consommés. Un nombre important de ménages sur toute la zone emprunte de la nourriture ou l'achète à crédit pour subvenir à ses besoins. Plus alarmant, la majorité des ménages à Niafunké (62%), Gourma-Rharous (79%) et Tombouctou (79%) déclarent très souvent diminuer la quantité de nourriture consommée au cours du dernier mois. A Niafunké, cette réduction se fait au profit des enfants puisque les adultes se privent pour eux.

Face aux pertes de revenus induits par les pertes de production, dans tous les cercles, les ménages sont à la recherche de source de revenus alternatifs pour subvenir aux besoins des leurs. Cette tendance atteint même 93% des ménages interrogés à Goundam.

Si on dispose de données concernant les céréales, l'état du cheptel, et les produits de cueillette (dans une moindre mesure), il n'en demeure pas moins indispensable d'approfondir la compréhension des mécanismes de satisfaction des besoins alimentaires, notamment auprès des ethnies nomades pour lesquelles la ressource en lait a très fortement diminué. Dans le même ordre d'idée, le rôle des produits de la pêche reste à étudier en complément des autres filières qui concourent à l'alimentation humaine.

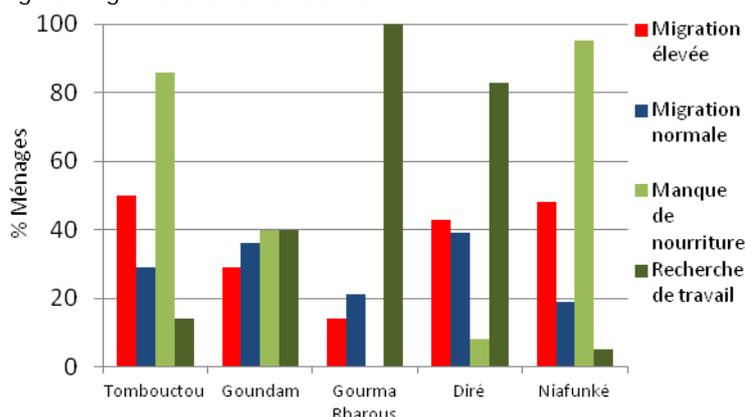
Migrations inhabituelles isolées mais changement de la consommation au moment de l'enquête

Pour satisfaire au mieux leurs besoins alimentaires les populations locales ont adopté des stratégies multiples. Une partie de la population active migre, généralement vers des pays du sud, entraînant un retour de devises dans la zone susceptibles de compléter les budgets familiaux notamment ceux des femmes restées sur place.

Au fil des décennies, la migration est devenue un phénomène qui perdure et qui draine d'importants contingents de bras valides de sexe masculin ne laissant pour leurs épouses et de nombreux enfants que de petits lopins de terres mal protégés par de petites digues ne résistant pas à la moindre crue. Ce mouvement des populations a aussi pour conséquence un développement encore plus accentué de l'élevage chez les sédentaires via l'achat de bétail avec les populations nomades.

Annuelle dans un premier temps, cette forme de migration est devenue temporaire avant de prendre au 21^{ème} siècle un caractère définitif en direction du Ghana, du Niger, du Nigéria, de la Libye, de l'Afrique du Sud et même de l'Espagne. Il arrive même que le bétail accumulé sur les rives du fleuve Niger soit acheminé vers l'étranger (Ghana,

Figure. Migrations et leurs raisons



Nigéria, Bénin) pour enrichir le patrimoine des nouveaux foyers fondés par des maris polygames devenus citoyens de leur pays de résidence. Les femmes et leurs enfants restés au village ou au campement vivent dans une situation de précarité grandissante dans une zone où le capital social (solidarité et entraide) est en perte de vitesse.

La présente enquête a décelé des migrations inhabituellement élevées pour une partie importante des ménages de la zone.

Les raisons de ces migrations inhabituelles sont par ordre d'importance : Le manque de nourriture (57%), pour trouver du travail (49%) et manque de terres cultivables (22%). Pour un tiers des ménages interrogés à Niafunké la migration du ménage en entier dans les prochains mois était envisageable.

IV- NUTRITION : PERIMETRE BRACHIAL

Le dépistage de la malnutrition avec périmètre brachial, couple à l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire des ménages entreprise par le PAM en décembre 2011 fait ressortir 239 enfants malnutris parmi lesquels 36 cas de sévères sur un total de 2434 enfants dépistés dans les 159 communes vulnérables. Ceci représente près d'un enfant sur 10 atteint de malnutrition aigue⁴. Ce résultat en période post-récolte immédiate, qui s'approche des résultats observés en juillet (période de soudure) à travers l'enquête smart qui donnait un taux de MAG de 10,4%, peut indiquer une détérioration de la situation nutritionnelle pendant les mois à venir si aucune mesure d'atténuation n'est mise en place de manière précoce. En effet, de façon habituelle au Mali, les évaluations nutritionnelles en période post-récolte indiquent une certaine amélioration de l'état nutritionnel des enfants 9% vs 6% (EBSAN 2007 vs EBSAN 2008).

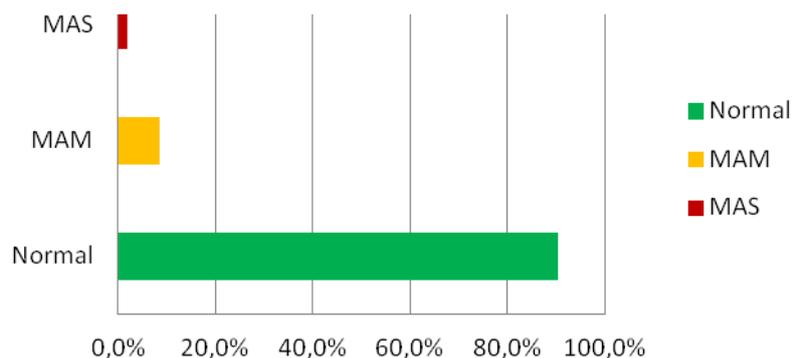
La situation nutritionnelle du Mali est alarmante. En effet l'enquête SMART conduite en juillet 2011 par le PAM, l'UNICEF et le gouvernement indique un taux de malnutrition aigue globale de 10,8% dépassant ainsi le seuil de gravité de l'OMS. Il atteint un niveau critique de malnutrition dans les mêmes régions affectées par la crise alimentaire : Tombouctou (15,4%) et Gao, Kayes et Koulikoro respectivement 14,1%, 12,6% et 12,4%). La même enquête révèle que 12% des femmes en âge de procréer (15-49 ans) sont sous-alimentées et 55% sont anémiques. Chez les enfants de 6-23 mois dont 2 sur 10 sont malnutris aigus et 1 sur 3 accuse un retard de croissance, l'alimentation de complément de qualité fait défaut dans 70% de cas. Seulement 30% des enfants de 6-23 mois reçoivent le nombre requis de repas même en temps normal.

Au Mali plus de 34% des décès infantiles ont un lien avec la malnutrition. La malnutrition s'intensifie davantage avec les crises alimentaires, comme l'indiquent les résultats de l'enquête de base nutrition et mortalité commanditée par le PAM dans 3 districts de la région de Kayes (Diéma, Yélimané et Bafoulabé) et réalisée en novembre-décembre 2011. Ceci est inhabituel en période post-récolte où les taux de MAG baissent autour de 6% et sous-entend une détérioration de la situation nutritionnelle avec comme corollaire un risque élevé de mortalité infantile. A Diéma déjà, 1.72 enfants âgés de 0-5 ans meurt chaque jour.

⁴ Le dépistage de la malnutrition avec perimeter brachial s'est fait de façon aléatoire et les tendances présentées ici ne sont en aucun cas de prévalences représentatives des zones enquêtées.

	Prévalence de la malnutrition Aiguë		Taux de Mortalité (taux de décès)	
	MAS	MAG	TBM	TM-5
Bafoulabé	3,7 % (2,6 - 5,4 95% I.C.)	12,1 % (9,4 - 15,5 95% I.C.)	0,22 (0,08-0,57) (95 % IC)	0,31 (0,10-0,99) (95 % IC)
Diéma	2,4 % (1,4 - 3,8 95% I.C.)	10,9 % (8,3 - 14,1 95% I.C.)	0,52 (0,31-0,90) (95 % IC)	1,72 (0,90-3,24) (95 % IC)
Yélimané	3,7 % (2,4 - 5,6 95% I.C.)	15,5 % (11,9 - 19,9 95% I.C.)	0,16 (0,08-0,33) (95 % IC)	0,20 (0,04-0,93) (95 % IC)

Figure. Taux de dépistage de la malnutrition (MUAC)



Taux d'utilisation du savon chez les membres des ménages

Seuls 27% des membres des ménages utilisent le savon pour le lavage des mains. Par contre, sur les 73% des ménages qui ne se lavent pas les mains au savon, les taux les plus élevés sont enregistrés dans la frange au sud du Sahel Occidental et dans la région de Mopti.

V- CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

V -I. Conclusion

L'insécurité alimentaire, dès la période post-récolte cette année, est fortement corrélée à la mauvaise pluviométrie de la campagne. L'installation tardive des pluies et leur arrêt précoce n'ont pas permis une bonne évolution des cultures notamment pluviales. Les dernières pluies attendues pour permettre aux cultures de boucler convenablement leur cycle n'ont été enregistrées que par endroits dans la région de Sikasso. Cette situation explique les niveaux de perte de superficies récoltables plus ou moins élevés particulièrement dans le sahel occidental et des baisses de rendement ailleurs à travers le pays. Beaucoup de producteurs ont ainsi très peu, sinon presque rien, récolté menant à un épuisement précoce des faibles stocks. Les résultats de l'enquête indiquent que la moitié des ménages (52%) ne dispose que d'un stock de 1 à 3 mois cette année contre 23% en temps normal qui disposent d'un stock de 6 à 9 mois et 30% d'un stock de 10 mois ou plus. Plus alarmant, 26% des ménages enquêtés ne disposent d'aucun stock cette année.

Tout comme la campagne agricole, les conditions d'abreuvement du bétail sont marquées cette année par un tarissement précoce des points d'eau de surface occasionnant des difficultés d'exploitation de certains pâturages. On observe des pâturages très faibles dans le Sahel Occidental, le Haoussa de Tombouctou et par endroits dans les régions de Gao et de Kidal. Suite à la faiblesse de la crue, le pâturage inondé constitué essentiellement des plants de *bourgou*, ne connaît également pas un développement normal le long du fleuve et particulièrement dans le delta central du Niger dans la région de Mopti. La conjonction de la baisse de la production du bourgou et la faible disponibilité des chaumes de riz sera d'autant plus préoccupante que le delta est une importante zone de séjour des troupeaux de Mopti et Tombouctou en saison sèche. La situation de l'élevage est dans l'ensemble très préoccupante comparée à celle de l'année dernière.

La principale conséquence est déjà l'observation de la baisse de la production de lait qui n'est pas sans conséquence sur la nutrition des enfants de pasteurs et agropasteurs notamment majoritaires dans cette bande sahélienne fort affectée.

Cette année, le constat est alarmant car les ressources végétales sont en forte diminution et les terres laissées en friche faute de bras valides dans un environnement où le capital social (solidarité et entraide) est en perte de vitesse.

V -II. Recommandations

Dans ces zones sahéliennes se situant en dessous du seuil de pauvreté et de précarité, l'ensemble de la population répond aux critères du groupe cible. Au sein de cette entité se trouvent des catégories plus nécessiteuses que d'autres. Au nombre de ces groupes cibles, on pourrait citer :

- les paysans sans terre ;
- les pasteurs sans bétail ;
- les nomades en voie de sédentarisation pour la pratique de l'agriculture ;
- les femmes organisées pour subvenir aux besoins de leurs ménages (enfants).

Les femmes de villages et de campements sollicitent des appuis pour renforcer leurs activités de maraîchage et de reboisement mais aussi pour la valorisation des activités traditionnelles qu'elles pratiquent (vannage, tissage, tannage, tapisserie, embouche ovine) afin de produire des nattes, des couvertures et tapis en laine de mouton, confection de coussins et autres articles en peau. Les femmes envisagent de monter des boutiques villageoises pour la vente de produits de première nécessité et d'installer des moulins (ou plateformes multifonctionnelles) pour alléger leurs tâches quotidiennes, mais

aussi des savonneries artisanales. Toutefois leur préoccupation majeure demeure l'avenir de leurs enfants pour parvenir à leur scolarisation.

Certains groupes sociaux, les paysans sans terre et pasteurs démunis venus d'autres villages, vendent leur force de travail pendant la récolte de riz et obtiennent en échange 5 sawals (1 sawal = environ à 4,5 kg) par jour et par récolteur mâle. Les femmes qui accompagnent leurs maris ont le droit de glaner après le battage du riz. Il ressort d'une étude de l'Institut d'Economie Rurale (IER) qu'un grand nombre de paysans sans terre vit du métayage. Ils proviennent soit des villages dunaires ou des villages au bord des lacs ou dans la vallée du fleuve. Ils sollicitent l'aménagement des petits périmètres villageois ou des bas-fonds pour les villages dunaires. Ce sont des couches laborieuses qui, après la récolte, enchaînent avec d'autres activités leur permettant d'accroître le volume de leur stock.

La sédentarisation reste la seule alternative pour une catégorie de nomades qui ont perdu tous leurs moyens de production, leurs troupeaux notamment. A titre d'exemple, les villages de Dofana (cercle de Niafunké) et de Tienkour (cercle de Diré) qui sont des villages pionniers de la sédentarisation, ont été obligés de repartir sur de nouvelles bases après la guerre civile qui secoua le nord du Mali de 1990 à 1994 et qui le secoue encore en 2012. L'aménagement de petites mares ou la sécurisation d'espaces en milieux collinaires (notamment à Kidal) permettra à ces populations de diversifier leurs sources de revenus et d'assurer leur subsistance.

Dans le Delta, les ressources naturelles sont exploitées par cinq groupes socio-économiques de producteurs autochtones:

- les pasteurs transhumants (Peuls, Tamasheq et Maures au Nord);
- les agro-pasteurs (Peuls, Rimaibés, Bellas);
- les agro-pêcheurs (Bozos, Somonos, Sorkos);
- les agriculteurs (cultivateurs): Bambaras, Sonrhai, Rimaibés, Soninkés (Markas);
- les pêcheurs transhumants (Bozo et Sorko)

On peut ajouter un sixième groupe: les étrangers (allochtones).

L'ensemble de ces groupes socioéconomiques, actuellement dans une phase de recomposition pourraient être des **groupes-cibles potentiels** pour les futures interventions humanitaires car tous dépendent fortement des ressources que le Delta offre et qui sont très affectées par la sécheresse.

Les perspectives alimentaires et nutritionnelles de l'année 2011-2012 dans les zones d'étude ne sont pas rassurantes. Les stratégies des ménages pour faire face à leurs besoins alimentaires ne sont ni suffisantes, ni soutenables dans le temps. Cette situation est grave pour la plupart des ménages notamment les plus pauvres, malgré la présence de mécanismes de solidarité communautaire apparents.

La complexité de la situation alimentaire et nutritionnelle appelle à une réponse multiforme ciblée sur le court, le moyen et le long terme. L'apport de la réponse multiforme exige aussi un minimum de continuité dans les engagements et une synergie dans les interventions.

Le contexte de crise alimentaire et de conflit armé qui se développent actuellement dans les zones Nord-Mali appelle à une assistance alimentaire d'urgence. L'aide alimentaire sous forme de distribution gratuite de vivres devrait cibler les ménages les plus vulnérables notamment les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées et les personnes handicapées. Cette couche vulnérable de la population se trouve généralement dans les zones pastorales dites délaissées par manque de fourrage, d'eau et de nourriture. Cette année avec l'insécurité provoquée par la guerre, très peu d'entre eux ont pu partir avec quelques petits caprins et ovins pour subvenir aux besoins immédiats dans leurs lieux de déplacement.

Politiques, moyens et initiatives du Gouvernement

Le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) est chargé de gérer et prévenir les crises alimentaires au Mali. Pour 2011-2012, le Gouvernement a élaboré un plan de réponse d'urgence qui prévoit des distributions de céréales, des ventes à prix subventionnés, un appui à l'élevage et/ou la pêche, la nutrition et l'éducation, des activités « Vivres-contre-travail » et la reconstitution du stock national de sécurité. Le coût global de ce plan est estimé à 103 milliards de francs CFA (210 millions de dollars). Depuis l'élaboration de ce plan de réponse le Mali a connu une crise à l'origine d'un changement de gouvernement. Sa mise en œuvre dépendra des priorités du nouveau gouvernement qui sera mis en place, de la disponibilité des moyens financiers et du temps que mettra la transition politique.

Politiques, moyens et initiatives des autres intervenants

Pour mettre en œuvre son plan d'urgence, le Gouvernement recevra l'appui d'organismes des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'OMS, et le PAM, ainsi que d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales⁵, la société civile et certains donateurs bilatéraux.⁶ Le PAM et les autres partenaires vont venir en aide à près d'un million de personnes; le Gouvernement se chargera des autres.

Coordination

La coordination sera assurée par le Conseil national de sécurité alimentaire (CNSA) et le Comité technique de coordination et de suivi des programmes de sécurité alimentaire (CCSPSA). Les partenaires techniques et financiers participent à ces instances de pilotage de la sécurité alimentaire. Le CSA, qui est la structure opérationnelle du CNSA et du CCSPSA, assurera, en partenariat avec le PAM, la coordination des interventions. Le PAM, en tant que chef de file pour les partenaires techniques et financiers du module de la sécurité alimentaire, se réunit régulièrement avec les donateurs et les ONG. Les organismes des Nations Unies (PAM, UNICEF et FAO) ont créé un groupe de travail interne pour faciliter les échanges et la coordination de leurs interventions.

Assistance du PAM

L'opération d'urgence du PAM a précisément pour objectifs:

- i) de réduire les taux de malnutrition aiguë parmi les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes;
- ii) d'améliorer la consommation alimentaire;
- iii) de réduire le recours à des stratégies de survie préjudiciables, notamment grâce au renforcement des moyens de subsistance des communautés touchées;
- iv) de stabiliser les taux de scolarisation dans les écoles primaires.

Cette opération concorde avec la stratégie régionale du PAM établie pour faire face à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel en 2012, en vertu de laquelle toute intervention doit: i) être lancée à la demande du Gouvernement, reposer sur un plan national de réponse à la crise et être élaborée en concertation avec les partenaires; ii) démarrer dans les meilleurs délais, iii) définir un degré de priorité géographique sur la base des conclusions et recommandations issues des enquêtes portant sur la vulnérabilité et la nutrition, iv) s'appuyer sur un système de ciblage visant à venir en aide aux ménages les plus vulnérables; v) reposer sur une combinaison d'activités en rapport avec la sécurité alimentaire (distributions de vivres gratuites et ciblées, et transferts monétaires ciblés et assortis de conditions) et nutritionnelle (prévention ciblant les enfants âgés de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes;

⁵ Catholic Relief Services, Helen Keller International, Oxfam, Save the Children, World Vision International, Welthungerhilfe (Agro Action Allemande), le Comité international de la Croix-Rouge, Africare, Action contre la faim, etc.

⁶ Par exemple, le Gouvernement brésilien prévoit de donner 35 000 tonnes de riz.

traitement de la malnutrition aigüe modérée au niveau des centres de récupération nutritionnelle).

Planification des interventions d'urgence et mesures de sécurité

Le PAM continuera de mettre à jour son plan d'urgence, ainsi que de participer à l'initiative de la Direction générale de la protection civile visant à mettre à jour le plan de contingence national qui contient les mesures d'urgence prévues principalement en cas de sécheresse, d'épidémie et d'inondation.

Tous les bureaux du PAM au Mali sont en conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité des télécommunications. Les plans de sécurité pour le bureau de pays et les bureaux auxiliaires sont régulièrement mis à jour. La sécurité des bureaux sera renforcée grâce au recrutement à titre temporaire d'agents de sécurité qui seront affectés sur le terrain.

Le Mali connaît une situation d'insécurité complexe, avec la présence de groupes terroristes dans les régions du Nord et un banditisme en hausse depuis le retour des migrants installés en Libye. Les prises d'otage et le vol de véhicules constituent un risque réel pour le personnel du PAM et de ses partenaires.

Dernière évolution de la situation politico-socio-économique

La dégradation de la situation sécuritaire dans les régions nord du pays entraîne des perturbations dans les circuits économiques et d'approvisionnement en toutes matières des populations de ces zones. Déjà le tourisme florissant dans ces régions est en situation de forte détérioration depuis quelques années sinon d'arrêt ces derniers temps.

Des déplacements de populations fuyant ces zones d'insécurité sont observés en direction des pays voisins comme le Niger, la Mauritanie, l'Algérie et le Burkina Faso.

Avec la réactivation en ce moment des hostilités au Nord et l'instabilité politique consécutive au coup d'Etat survenu le 22 mars 2012, la mise en œuvre du Plan d'urgence se poursuit avec beaucoup de lenteur dans la mobilisation des ressources financières aussi bien au niveau du trésor qu'au niveau des PTF. La situation socio-économique risque de se dégrader davantage dans le pays et particulièrement dans les régions du Nord. L'insécurité alimentaire pourrait fort probablement s'amplifier dans les semaines à venir si des solutions politico-sécuritaires adéquates ne sont pas prises.